



CENTRE EXPERTISES

119 Avenue de verdun  
58300 DECIZE

Tél : 03 86 50 25 76 – Fax : 03 86 50 20 07

contact@agendacentre.fr

SARL LODGE VISION

Dossier N° 2023-11-141

# Dossier de Diagnostic Technique

## Vente



AMIANTE



PLOMB



ÉLECTRICITÉ



GAZ



ERP



SURFACE HABITABLE



Adresse de l'immeuble

12-14 Rue Rivault

71400 AUTUN

Date d'édition du dossier

01/12/2023

Donneur d'ordre

SARL LODGE VISION



[www.agendadiagnostics.fr](http://www.agendadiagnostics.fr)

Chaque cabinet est juridiquement et financièrement indépendant.  
EURL au capital de 20.000 € - SIRET : 481 344 687 00068 - APE : 7120B





## RÉGLEMENTATION

Articles L271-4 à L271-6 et R271-1 à D271-5 du Code de la Construction et de l'Habitat – Article 46 de la Loi n°65-557 du 10 juillet 1965

En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En l'absence, lors de la signature de l'acte authentique de vente, d'un de ces documents en cours de validité, le vendeur ne peut pas s'exonérer de la garantie des vices cachés correspondante.

**Le dossier de diagnostic technique vente comprend les documents suivants, quel que soit le type de bâtiment :**

- État mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante <sup>(1)(2)(3)(4)</sup>
- Diagnostic de performance énergétique (DPE) + (le cas échéant) Audit énergétique <sup>(5)</sup>
- État relatif à la présence de termites dans le bâtiment <sup>(6)</sup>
- Information sur la présence d'un risque de mэрule <sup>(6)</sup>
- État des risques et pollutions (ERP)
- État du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées <sup>(7)</sup>
- Certificat attestant la conformité de l'appareil de chauffage au bois aux règles d'installation et d'émission fixées par le préfet <sup>(8)</sup>

**Pour les locaux à usage d'habitation, il doit comporter en plus les documents suivants :**

- Constat de risque d'exposition au plomb (CREP) <sup>(9)</sup>
- État de l'installation intérieure d'électricité <sup>(10)</sup>
- État de l'installation intérieure de gaz <sup>(10)</sup>
- État de l'installation d'assainissement non collectif <sup>(11)</sup>
- État des nuisances sonores aériennes (ENSA) <sup>(12)</sup>

**Pour les immeubles en copropriété, il faut fournir en plus du DDT le document suivant :**

- Mesurage de la superficie de la partie privative du (des) lot(s) (Carrez)

<sup>(1)</sup> Si immeuble dont le permis de construire a été délivré avant le 01/07/1997

<sup>(2)</sup> À mettre à jour si réalisé avant le 01/01/2013

<sup>(3)</sup> Si les locaux sont à usage autre que d'habitation, ce document est la fiche récapitulative du dossier technique amiante (DTA)

<sup>(4)</sup> Si les locaux sont situés dans un immeuble collectif, il faut aussi fournir la fiche récapitulative du DTA des parties communes

<sup>(5)</sup> Excepté en Guyane et à La Réunion, où les collectivités territoriales n'ont pas publié les arrêtés permettant la réalisation du DPE

<sup>(6)</sup> Si immeuble situé dans une zone classée à risque par le préfet

<sup>(7)</sup> Si immeuble situé sur un territoire dont les rejets d'eaux usées et pluviales ont une incidence sur la qualité de l'eau pour les épreuves olympiques de nage libre et de triathlon en Seine

<sup>(8)</sup> Si immeuble situé dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère

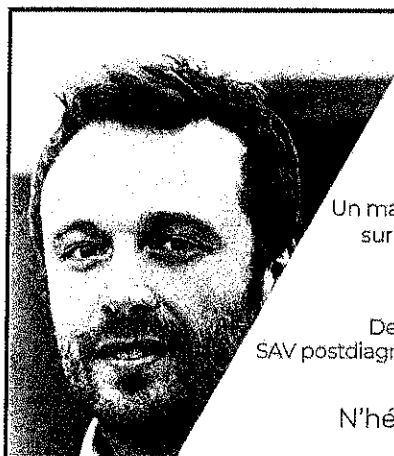
<sup>(9)</sup> Si immeuble construit avant le 01/01/1949

<sup>(10)</sup> Si installation réalisée depuis plus de 15 ans

<sup>(11)</sup> Si installation non raccordée au réseau public d'eaux usées

<sup>(12)</sup> Si immeuble situé dans une zone de bruit définie par un plan d'exposition au bruit des aéroports

Retrouvez toute la réglementation sur notre site internet : [www.agendadiagnostics.fr](http://www.agendadiagnostics.fr)



### Nos services de confiance

#### DIAG MAG

Un magazine gratuit d'informations sur les pathologies du diagnostic



#### DIAG PAY

Païement direct en ligne



#### DIAG ZEN

Des questions sur votre rapport ? SAV postdiagnostic pour vous accompagner



#### DIAG ASSIST

Quel diagnostic, pour quel bien ? Téléchargez l'appli Diag Assist !



N'hésitez pas à cliquer sur les QR codes contenus dans les rapports

# Note de synthèse



Adresse de l'immeuble  
12-14 Rue Rivault  
  
71400 AUTUN

Date d'édition du dossier  
01/12/2023  
Donneur d'ordre  
SARL LODGE VISION

Réf. cadastrale  
AP / 116-203-218-  
265-266  
N° lot  
Sans objet

Descriptif du bien : Appartement F1

Les renseignements ci-dessous utilisés seuls ne sauraient engager la responsabilité du Cabinet AGENDA, et en aucun cas ne peuvent se substituer aux rapports de diagnostics originaux. La note de synthèse ne dispense pas de la lecture attentive de ces rapports.



## AMIANTE

Absence de matériaux et produits contenant de l'amiante

Limite de validité :  
Aucune (obligations  
réglementaires à vérifier)



## PLOMB

Présence de risque potentiel d'exposition au plomb

Unité(s) de diagnostic de classe 1 et/ou 2 : le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostic de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.

Limite de validité :  
(En cas de présence de plomb)  
Vente : 30/11/2024  
Location : 30/11/2029



## ÉLECTRICITÉ

Présence d'une ou plusieurs anomalies

Constatations diverses : Présence de points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

Limite de validité :  
Vente : 30/11/2026  
Location : 30/11/2029



## GAZ

Présence d'une ou plusieurs anomalies

Limite de validité :  
Vente : 30/11/2026  
Location : 30/11/2029



## ERP

Présence de risque(s)

Plan de prévention des risques : Aucun – Sismicité : 2 (faible) – Secteur d'information sur les sols : Non – Potentiel radon niveau 3 : Oui

Limite de validité :  
31/05/2024



## SURFACE HABITABLE

38,69 m²

Surface des annexes : 4,46 m² / Surface non prise en compte : 13,63 m²

Limite de validité :  
À refaire à chaque transaction



## DPE

Mission non réalisée

Motif : Exception de l'article R126-15 du CCH : monument historique classé ou inscrit à l'inventaire en application du Code du Patrimoine

# Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante Listes A & B

## DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Adresse : 12-14 Rue Rivault  
71400 AUTUN  
Référence cadastrale : AP / 116-203-218-265-266  
Lot(s) de copropriété : Sans objet N° étage : Sans objet  
Nature de l'immeuble : Immeuble collectif  
Étendue de la prestation : Parties Privatives  
Destination des locaux : Habitation  
Date permis de construire : Avant 1948



## DÉSIGNATION DU PROPRIÉTAIRE

Propriétaire : SARL LODGE VISION – Hôtel Les Ursulines 71400 AUTUN

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

## DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE REPÉRAGE

Opérateur de repérage : Vaea MALFATTI  
Certification n°C3645 délivrée le 18/11/2022 pour 7 ans par LCC Qualixpert (17 rue Borrel 81100 CASTRES)  
Cabinet de diagnostics : CENTRE EXPERTISES  
119 Avenue de verdun – 58300 DECIZE  
N° SIRET : 481 344 687 00068  
Compagnie d'assurance : AXA N° de police : 10755853504 Validité : 01/01/2023 AU 31/12/2023

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de repérage concerné.

## **RÉALISATION DE LA MISSION**

N° de dossier : **2023-11-141 #A**  
Ordre de mission du : **24/11/2023**  
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.  
Accompagnateur(s) : **Yoann COUSQUER (Huissier)**  
Document(s) fourni(s) : **Aucun**  
Moyens mis à disposition : **Aucun**  
Laboratoire(s) d'analyses : **Sans objet**  
Commentaires : **Néant**

## **CADRE RÉGLEMENTAIRE**

- Articles L1334-12-1 à L1334-17 du Code de la Santé Publique : Lutte contre la présence d'amiante
- Articles L271-4 à L271-6 et R271-1 à D271-5 du Code de la Construction et de l'Habitation : Dossier de diagnostic technique
- Article R1334-14 du Code de la Santé Publique : Prévention des risques liés à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Articles R1334-15 à R1334-18 du Code de la Santé Publique : Obligations des propriétaires de tout ou partie d'immeubles bâtis en matière de repérage
- Articles R1334-20 et R1334-21 du Code de la Santé Publique : Établissement des repérages et rapports de repérage
- Articles R1334-23 et R1334-24 du Code de la Santé Publique : Compétences des personnes et des organismes qui effectuent les repérages, les mesures d'empoussièrément et les analyses des matériaux et produits
- Articles R1334-26 à R1334-29-2 du Code de la Santé Publique : Obligations issues des résultats des repérages
- Article R1334-29-7 du Code de la Santé Publique : Constitution et communication des documents et informations relatifs à la présence d'amiante
- Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique : Programmes de repérage de l'amiante
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage

Nota : Sauf indication contraire, l'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

## **LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU REPÉRAGE**

Ce repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés dans l'immeuble bâti et susceptibles de libérer des fibres d'amiante en cas d'agression mécanique résultant de l'usage des locaux (chocs et frottements) ou générée à l'occasion d'opérations d'entretien et de maintenance. Il est basé sur les listes A et B de matériaux et produits mentionnés à l'Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique et ne concerne pas les équipements et matériels (chaudières, par exemple).

Il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant. Ce repérage visuel et non destructif ne peut se substituer à un repérage avant réalisation de travaux ou avant démolition.

## **CONCLUSION**

**Dans le cadre de la mission objet du présent rapport,  
il n'a pas été repéré de matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante,  
il n'a pas été repéré de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante.**

## **Locaux ou parties de locaux non visités**

Néant

## Composants ou parties de composants qui n'ont pu être inspectés

Néant

## DATES DE VISITE ET D'ÉTABLISSEMENT DU RAPPORT

Visite effectuée le 24/11/2023

Opérateur de repérage : Vaea Malfatti

Rapport rédigé à DECIZE, le 01/12/2023

Durée de validité : Non définie par la réglementation

Signature de l'opérateur de repérage



Cachet de l'entreprise



CENTRE EXPERTISES

119 Avenue de verdun  
58300 DECIZE

Tél : 03 86 50 25 76

SIRET : 481 344 687 00068 – APE : 7120B

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

Ce repérage, basé sur les listes A et B de matériaux et produits mentionnés à l'Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, peut être utilisé pour la vente du bien, la constitution et la mise à jour du dossier technique amiante (DTA) et du dossier amiante parties privatives (DA-PP : pour ce dossier, seul le repérage liste A est exigé).

Attention ! Avant tous travaux ou démolition, ce repérage doit être complété : contactez-nous pour plus d'informations.

## CONDITIONS DE RÉALISATION DU REPÉRAGE

### Programme de repérage réglementaire

Il s'agit de la liste réglementaire de matériaux et produits devant être inspectés. Il ne s'agit pas des matériaux et produits effectivement repérés. Si de tels composants amiantés ont été repérés, ils figurent ci-après au chapitre « Résultats détaillés du repérage ».

#### ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : LISTE A

Composant à sonder ou à vérifier
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

#### ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE : LISTE B

Composant de la construction	Partie du composant
<b>1. Parois verticales intérieures</b>	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiant-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiant-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres	Enduits projetés, panneaux de cloisons
<b>2. Planchers et plafonds</b>	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés
Planchers	Dalles de sol
<b>3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs</b>	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...)	Conduits, enveloppes de calorifuges
Clapets/volets coupe-feu	Clapets, volets, rebouchage
Portes coupe-feu	Joints (tresses, bandes)
Vide-ordures	Conduits

#### 4. Éléments extérieurs

Toitures	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux
Bardages et façades légères	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment)
Conduits en toiture et façade	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée

## Modes opératoires

Nous tenons à votre disposition nos modes opératoires pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante. Ces modes opératoires décrivent la méthodologie propre à nos interventions. Ils permettent notamment de limiter la propagation de fibres d'amiante lors des sondages et prélèvements.

## Conditions d'inaccessibilité

Les éléments cachés (plafonds, murs, sols, ...) par du mobilier, des revêtements de décoration de type synthétique, panneaux, matériaux isolants, cloisons ou tous autres matériaux pouvant masquer des matériaux ou produits contenant de l'amiante, ne peuvent être examinés par manque d'accessibilité.

Les parties d'ouvrage, éléments en amiante inclus dans la structure du bâtiment ainsi que les éléments coffrés ne peuvent être contrôlés, notre mission n'autorisant pas de démontage ni de destruction.

Les prélèvements nécessaires au repérage et entraînant une dégradation des matériaux sont réalisés sous la responsabilité du maître d'ouvrage. Les prélèvements concernant les matériaux ayant une fonction de sécurité (éléments coupe-feu, clapets, joints, ...) ne sont réalisés que s'ils n'entraînent aucune modification de l'efficacité de leur fonction de sécurité.

## Constatations diverses

Néant

## RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE

Ces résultats sont présentés sous 2 formes :

### ■ « Locaux visités & matériaux et produits repérés » :

- ▶ Les matériaux et produits repérés sont regroupés par local visité, qu'ils contiennent de l'amiante ou pas ;
- ▶ Leur identification est réalisée grâce à un numéro unique et une désignation en langage courant ;





### ■ « Matériaux et produits contenant de l'amiante » et « Matériaux et produits ne contenant pas d'amiante » :

- ▶ Les matériaux et produits repérés sont regroupés selon le fait qu'ils contiennent ou pas de l'amiante, indépendamment du local où ils se trouvent ;
- ▶ Leur identification est réalisée grâce à un numéro unique (le même que précédemment, ce qui permet de faire le lien entre les 2 types de présentation des résultats) et leur libellé réglementaire (composant / partie du composant) ;
- ▶ Le critère ayant permis de conclure à la présence ou à l'absence d'amiante y est précisé :
  - Sur décision de l'opérateur : Document consulté (information documentaire sur le matériau ou produit, facture de fourniture et pose du matériau ou produit), Marquage du matériau ou produit, Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, Jugement personnel de l'opérateur (uniquement pour les matériaux et produits de la Liste B) ;
  - Après analyse : Prélèvement d'un échantillon représentatif du matériau ou produit et analyse par un laboratoire accrédité.

Enfin, la **légende** ci-dessous permet d'expliciter la terminologie et les pictogrammes utilisés dans les tableaux de résultats.

## Légende des colonnes des tableaux de matériaux et produits repérés

CARACTÉRISTIQUE	Identifiant	Commentaire
Élément de construction	N°	Numéro de l'élément de construction permettant de faire le lien entre sa désignation courante et son libellé réglementaire
	Désignation	Description courante de l'élément de construction
	Composant / Partie du composant	Description selon le programme de repérage réglementaire (cf. 'Conditions de réalisation du repérage')

CARACTERISTIQUE	Identifiant	Commentaire
Sondages et prélèvements		Prélèvement (P1 : référence du prélèvement) Si le pictogramme est rouge, alors le matériau est amianté
		Sondage : le recensement des sondages n'a pas vocation à être exhaustif D1 : référence de la décision opérateur ZPSO : zone présentant des similitudes d'ouvrage (se réfère à un prélèvement ou une décision de l'opérateur sur un matériau ou produit de même nature : ce prélèvement ou cette décision de l'opérateur est l'élément témoin de référence de la ZPSO) Si le pictogramme est rouge, alors le matériau est amianté
		Présence d'amiante
		Prélèvement en attente de résultat d'analyse
	ZH	Zone homogène : partie d'une ZPSO ayant les mêmes caractéristiques en matière de protection du matériau ou produit, d'état de dégradation, d'exposition à la circulation d'air et aux chocs et vibrations, d'usage des locaux
Paroi	A, B, ..., Z	Murs : le mur A est le mur d'entrée dans la pièce, les lettres suivantes sont affectées aux autres murs en fonction du sens des aiguilles d'une montre
	SO	Sol
	PL	Plafond
État de conservation (EC)	1, 2 ou 3	Classification des flocages, calorifugeages et faux plafonds (arrêté du 12/12/2012) : le cas échéant, voir en annexe les grilles d'évaluation
Justification		Indication des éléments qui ont permis de conclure à la présence ou à l'absence d'amiante
Préconisation	Recommandations de gestion	EP : Évaluation périodique (arrêté du 12/12/2012)
		AC1 : Action corrective de 1 <sup>er</sup> niveau (arrêté du 12/12/2012)
		AC2 : Action corrective de 2 <sup>nd</sup> niveau (arrêté du 12/12/2012)
	Obligations réglementaires	EVP : Évaluation périodique dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)
		SNE : Surveillance du niveau d'empoussièrement dans l'air (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)
		TCR : Travaux de confinement ou de retrait dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)

## Locaux visités & matériaux et produits repérés

Les (éventuelles) lignes d'éléments de construction en gras (avec pictogrammes 'a' et prélèvements/sondages en rouge) correspondent à des matériaux ou produits contenant de l'amiante, dont on trouvera le détail dans les rubriques suivantes. Les autres lignes d'éléments de construction correspondent à des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante, dont on trouvera le détail dans les rubriques suivantes, ou n'entrant pas dans le cadre de cette mission.

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
Appartement RDC Cuisine	81	Plafond Plâtre Peinture		
	82	Mur Plâtre Peinture (A)		
	83	Mur Plâtre Peinture (B)		
	84	Mur Plâtre Peinture (C)		
	85	Mur Plâtre Peinture (D)		
Appartement RDC Cour intérieure	87	Sol Carrelage		
	98	Mur Pierres (A)		
	99	Mur Pierres (B)		
	100	Mur Pierres (C)		
	101	Mur Pierres (D)		
	102	Sol Terre battue		
Appartement 1er étage Chambre	1	Plafond Plâtre Peinture		
	2	Mur Plâtre Peinture (A)		
	3	Mur Plâtre Peinture (B)		



LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
Appartement 1er étage Balcon	4	Mur Plâtre Peinture (C)		
	5	Mur Plâtre Peinture (D)		
	7	Sol Parquet flottant		
	9	Mur Plâtre Peinture (E)		
	10	Mur Plâtre Peinture (F)		
	17	Plafond Bois Verni		
	18	Mur Crépi Peinture (A)		
	19	Mur Crépi Peinture (D)		
	22	Sol Bois		
	74	Plafond Plâtre Peinture		
Appartement 1er étage Palier 1er	75	Mur Plâtre Peinture (A)		
	76	Mur Plâtre Peinture (B)		
	77	Mur Plâtre Peinture (C)		
	78	Mur Plâtre Peinture (D)		
	27	Plafond Plâtre Peinture		
Appartement 2ème étage Palier 2ème	28	Mur Plâtre Peinture (A)		
	29	Mur Plâtre Peinture (B)		
	30	Mur Plâtre Peinture (C)		
	31	Mur Plâtre Peinture (D)		
	33	Sol Linoleum fixé		
	56	Fenêtre de toit Bois		
	37	Plafond Placoplâtre Peinture		
Appartement 2ème étage Placard 1	38	Mur Plâtre Peinture (A)		
	39	Mur Plâtre Peinture (B)		
	40	Mur Plâtre Peinture (C)		
	41	Mur Plâtre Peinture (D)		
	43	Sol Moquette fixée		
	48	Plafond Plâtre Peinture		
Appartement 2ème étage WC	49	Mur Placoplâtre Peinture (A)		
	50	Mur Placoplâtre Peinture (B)		
	51	Mur Placoplâtre Peinture (C)		
	52	Mur Placoplâtre Peinture (D)		
	54	Sol Linoleum fixé		
	57	Plafond Placoplâtre Peinture		
Appartement 2ème étage Salle d'eau	58	Mur Faïence (A)		
	59	Mur Faïence (B)		
	60	Mur Faïence (C)		
	61	Mur Faïence (D)		
	63	Sol Linoleum fixé		
	66	Plafond Placoplâtre Peinture		
Appartement 2ème étage Placard 2	67	Mur Plâtre Peinture (A)		
	68	Mur Plâtre Peinture (B)		
	69	Mur Plâtre Peinture (C)		
	70	Mur Plâtre Peinture (D)		
	72	Sol Bois		

## Matériaux et produits contenant de l'amiante

Cette rubrique permet de faire le lien entre les matériaux et produits amiantés repérés ci-dessus à la rubrique « Locaux visités & matériaux et produits repérés » et la terminologie réglementaire rappelée à la rubrique « Programme de repérage ». La correspondance s'établit grâce au N° d'élément de construction.

### SUR DÉCISION DE L'OPÉRATEUR

Néant

### APRÈS ANALYSE

Néant

## Matériaux et produits ne contenant pas d'amiante

Cette rubrique permet de faire le lien entre les matériaux et produits non amiantés repérés ci-dessus à la rubrique « Locaux visités & matériaux et produits repérés » et la terminologie réglementaire rappelée à la rubrique « Programme de repérage ». La correspondance s'établit grâce au N° d'élément de construction.

### SUR DÉCISION DE L'OPÉRATEUR

Néant

### APRÈS ANALYSE

Néant

## ANNEXES

### Notice d'information

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.




Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

### Rapports précédemment réalisés

Néant

### Plans et croquis

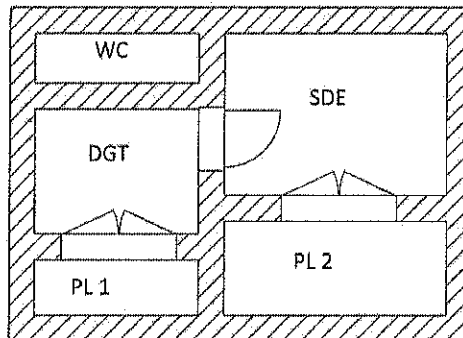
■ Planche 1/1 : Appartement

Légende					
	Zone amiantée		Zone non amiantée		Zone incertaine, en attente de résultats d'analyse
	Local non visité		Investigation approfondie à réaliser	<div>P1</div> 	Emplacement du prélèvement (P) ou du sondage (D ou ZPSO)

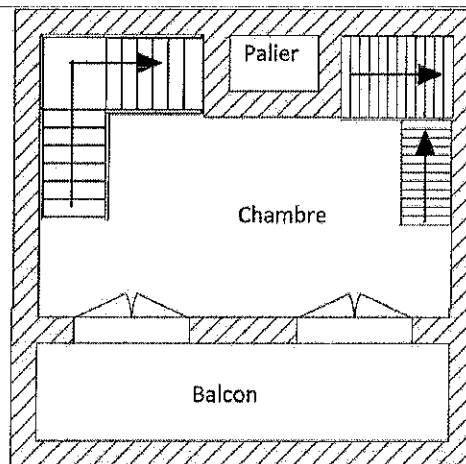
<b>PLANCHE DE REPERAGE USUEL</b>			<i>Adresse de l'immeuble :</i> 12-14 Rue Rivault 71400 AUTUN	
<i>N° dossier :</i> 2023-11-141 #A				
<i>N° planche :</i> 1/1	<i>Version :</i> 1	<i>Type :</i> Croquis		
<i>Origine du plan :</i> Cabinet de diagnostic			<i>Bâtiment – Niveau :</i> Appartement	

Document sans échelle remis à titre indicatif

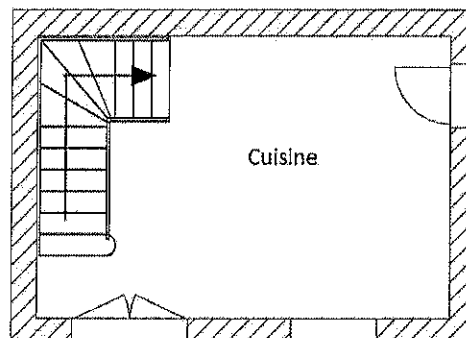
2ème étage



1er étage



RDC



## Attestation d'assurance

RESPONSABILITE CIVILE ENTREPRISE



ATTESTATION

AXA France IARD, atteste que :  
EURL CENTRE EXPERTISES  
Monsieur Loïc PEYRICHOUT  
119 Avenue de Verdun  
59300 DECIZE

Bénéficiaire du contrat n° 10755853504 souscrit par AGENDA France garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités garanties par ce contrat.

Ce contrat a pour objet de :

- Satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271- 1 à R 212- 4 et L 271- 4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes subséquents ;
- Garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de ses diagnostiqueurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés :

Repérage listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante; repérage liste C, repérage avant travaux immeubles bâtis, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus généralement dans tout type d'ouvrage ou d'équipement de génie civil. (Amiante AVEC mention)  
Diagnostic gestion des déchets (PEMD)  
Constat de risque d'exposition au plomb (CREP), parties privatives et parties communes  
Repérage de plomb avant travaux  
Etat de l'installation intérieure d'électricité, parties privatives et parties communes  
Etat de l'installation intérieure de gaz  
Diagnostic de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments  
Diagnostic de performance énergétique (DPE) avant et après travaux  
Réalisation des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées  
Conseil et étude en rénovation énergétique sans mise en oeuvre des préconisations  
Mesurage loi Carrez  
Mesurage surface habitable - Relevé de surfaces  
Plans et croquis à l'exclusion de toute activité de conception  
Relevé de cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation  
Fiche de renseignement Immeuble PERVAL / Bien  
Etat des lieux locatif  
Constat logement décent  
Prêt conventionné - Prêt à taux zéro - Normes d'habitabilité  
Détermination de la concentration en plomb dans l'eau des canalisations  
Installation de détecteurs de fumée  
Diagnostic télétravail  
Diagnostic de performance numérique  
Attestation d'exposition des formations argileuses au phénomène de mouvement de terrain différentiel  
Etat des nuisances sonores aériennes (ENSA)  
Etat des risques et pollutions (ERP)  
Constat sécurité piscine  
Millièmes de copropriété, tantièmes de charges  
Diagnostic Technique Global (DTG)  
Assainissement autonome  
Assainissement collectif  
Relevés topographiques (en dehors de l'activité réglementée du géomètre expert)

Garantie RC Professionnelle : 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance et par Cabinet.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La validité cesse pour les risques situés à l'Etranger dès lors que l'assurance de ces derniers doit être souscrite conformément à la Législation Locale auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

La présente attestation est valable pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31<sup>er</sup> janvier 2024, sous réserve du paiement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Etablie à PARIS LA DEFENSE, le 20 décembre 2022, pour la Société AXA

Agence AXA France IARD  
119 Avenue de Verdun  
59300 DECIZE  
Tél : 03 20 14 14 14  
www.axa.fr

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 119, Terrasse de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 097 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par la loi des assurances - TVA Intracommunautaire n° FR 14 722 097 460

Opérations d'assurance exonérées de TVA - art. 261-C CB - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/1

## Certifications

Certificat N° C3645

Madame Vase MALFATTI

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 et /  
ou PR16 consultable sur [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com) conformément  
à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret  
2008-1114 du 05 septembre 2008.



dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	Certificat valable Du 16/02/2023 au 14/02/2030	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
Amiante sans mention	Certificat valable Du 18/11/2022 au 17/11/2029	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique individuel	Certificat valable Du 18/11/2022 au 17/11/2029	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement le mercredi 15 février 2023

Marjorie ALBERT  
Directrice Administrative

P10

Une certification peut être suspendue, modifiée ou retirée à tout moment.  
Pour une utilisation appropriée de ce certificat, la portée des certifications et leurs validités doivent être vérifiées sur le  
site internet de LCC QUALIXPERT [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com).

F09 Certification de compétence version N 010120

LCC 7, rue Dorel - 81100 CASTRES  
tél 05 63 73 06 13 - Fax 05 63 73 32 87 - [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com)  
sai au capital de 8000 euros - APE 71208 - RCS Castres 5281 493 337 337 330013

## Attestation d'indépendance

« Je soussigné LOIC PEYRICHOUT, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
  - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
  - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »

CENTRE EXPERTISES - AGENDA

119, avenue de Verdun - 58300 DECIZE

Tél. 03 86 50 25 76

contact@agenda-verdun.fr

SIRET 481 344 022 0004 - APE 7122B

N°A 101000120 20181 344 007

# Constat de risque d'exposition au plomb (CREP)

## DÉSIGNATION DU OU DES BÂTIMENTS

Adresse : 12-14 Rue Rivault  
71400 AUTUN  
Référence cadastrale : AP / 116-203-218-265-266  
Lot(s) de copropriété : Sans objet N° étage : Sans objet  
Nature du bâtiment : Immeuble collectif  
Étendue de la prestation : Parties Privatives  
Contexte de la mission : ☒ Avant vente ☐ Avant mise en location  
☐ Avant travaux dans les parties communes



## IDENTIFICATION DU PROPRIÉTAIRE ET DU COMMANDITAIRE DU CONSTAT

Propriétaire : SARL LODGE VISION – Hôtel Les Ursulines 71400 AUTUN  
Donneur d'ordre : PROPRIETAIRE

## OPÉRATEUR DU CONSTAT

Rapport édité le : 01/12/2023  
Mission réalisée le : 24/11/2023  
Auteur du constat : Vaea Malfatti  
Contrat d'assurance : AXA N° : 10755853504  
Validité : 01/01/2023 AU 31/12/2023

## APPAREIL À FLUORESCENCE X

Modèle : PROTEC LPA-1  
N° de série : 2428  
Date chargement source : 08/10/2019  
Nature du radionucléide : Co-57  
Activité : 444Mbq

## ÉTAT D'OCCUPATION DU BIEN

Si parties privatives, occupées : ☐ Oui ☒ Non  
Par des enfants mineurs : ☐ Oui ☐ Non  
Dont enfants de moins de 6 ans : ☐ Oui ☐ Non

CONCLUSION	Total	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Nombre d'unités de diagnostic	91	12	64	15	0	0
Pourcentage	100,00 %	13.19 %	70.33 %	16.48 %	0 %	0 %

Unité(s) de diagnostic de classe 1 et 2 : Le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostic de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.

## RÉALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : 2023-11-141 #P  
Ordre de mission du : 24/11/2023  
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.  
Opérateur de diagnostic : Vaea Malfatti  
Certification n°C3645 délivrée le 15/02/2023 pour 7 ans par LCC Qualixpert (17 rue Borrel 81100 CASTRES)  
Année de construction du bien : Avant 1948  
Occupant des parties privatives : ☐ Propriétaire ☐ Locataire :  
Accompagnateur(s) : Yoann COUSQUER (Huissier)  
Document(s) fourni(s) : Aucun  
Moyens mis à disposition : Aucun  
Laboratoire(s) d'analyses : Sans objet  
Commentaires : Néant

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

## CADRE RÉGLEMENTAIRE

- Articles L1334-5 à L1334-12 du Code de la Santé Publique : Lutte contre la présence de plomb
- Articles R1334-10 à R1334-12 du Code de la Santé Publique : Constat de risque d'exposition au plomb
- Articles L271-4 à L271-6 et R271-1 à R271-5 du Code de la Construction et de l'Habitation : Dossier de diagnostic technique
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Arrêté du 19/08/2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb

Nota : Sauf indication contraire, l'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

## LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU CONSTAT

Cette mission consiste à mesurer la concentration en plomb de tous les revêtements du bien concerné, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti. Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées par un enfant), mais aussi le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessible).

Le constat porte sur les revêtements accessibles depuis le logement ou le cas échéant depuis les parties communes (voir « Étendue de la prestation » en première page), y compris les revêtements extérieurs (volets, portail, grille, etc.). La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP. Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que les buanderies, caves, garages, etc.

## SYNTHÈSE DU CONSTAT

**Dans le cadre de la mission objet du présent rapport,  
il a été constaté l'existence de risque potentiel d'exposition au plomb.**

Validité du présent constat : 1 an (30/11/2024) si utilisé avant vente, 6 ans (30/11/2029) si utilisé avant mise en location

À défaut d'un CREP des parties communes, le vendeur ne pourra pas être exonéré de la garantie contre les vices cachés concernant sa quote-part des parties communes.

Le présent constat ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.





AGENDA Diagnostics vous éclaire sur les pathologies, avec des solutions à mettre en œuvre.  
Obtenez plus d'informations en scannant le QR Code ci-contre ou en cliquant sur le lien suivant :  
<https://www.agendadiagnostics.fr/plomb-guide-des-pathologies.html>

## Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti

SITUATIONS DE RISQUE DE SATURNISME INFANTILE		Oui	Non
Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50 % d'unités de diagnostic de classe 3			X
L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3			X
SITUATIONS DE DEGRADATION DU BATI		Oui	Non
Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré			X
Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de coulures ou de ruissellement ou d'écoulement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce			X
Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité			X

## Locaux ou parties de locaux non visités

Néant

## Constatations diverses

Néant

## MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE

La recherche et la mesure du plomb présent dans les peintures ou les revêtements sont réalisées selon le cadre réglementaire défini précédemment.

Les mesures de la concentration surfacique en plomb sont réalisées à l'aide d'un appareil à fluorescence X (XRF) à lecture directe permettant d'analyser au moins une raie K du spectre de fluorescence du plomb, et sont exprimées en mg/cm<sup>2</sup>.

Les éléments de construction de facture récente ou clairement identifiables comme postérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 1949 ne sont pas mesurés, à l'exception des huisseries ou autres éléments métalliques tels que volets, grilles, etc. (ceci afin d'identifier la présence éventuelle de minium de plomb).

En cas d'unité de diagnostic (UD) située à une hauteur supérieure à 3 mètres, il appartient au propriétaire de prendre les dispositions nécessaires, en accord avec la réglementation du travail, pour permettre au diagnostiqueur de réaliser les mesures de concentration en plomb sur celle-ci, faute de quoi le constat n'aurait de valeur que pour les unités diagnostiquées.

## Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb

Les mesures par fluorescence X effectuées sur des revêtements sont interprétées en fonction de la valeur de référence fixée par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb (article 3) : 1 mg/cm<sup>2</sup>.

## Stratégie de mesurage

Sur chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement, l'auteur du constat effectue :

- 1 seule mesure si celle-ci montre la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>) ;
- 2 mesures si la première ne montre pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>) ;
- 3 mesures si les deux premières ne montrent pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>), mais que des unités de diagnostic du même type ont été mesurées avec une concentration en plomb supérieure ou égale à ce seuil dans un même local.

Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs.

## Présentation des résultats

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le(s) croquis et dans le(s) tableau(x) des mesures est la suivante :

- La zone de l'accès au local est nommée « A » et est reportée sur le(s) croquis ; les autres zones sont nommées « B », « C », « D », ... dans le sens des aiguilles d'une montre ;
- La zone « plafond » est nommée « PL » ;
- La zone « sol » est nommée « SO ».

Les unités de diagnostic (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le(s) tableau(x) des mesures selon les indications suivantes, en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.

*Nota : Une unité de diagnostic (UD) correspond à un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.*

CONCENTRATION EN PLOMB	Nature de la dégradation	État de conservation	Classement
< seuil			0
		Non dégradé (ND) ou non visible (NV)	1
≥ seuil	Usure par friction, traces de chocs, microfissures...	État d'usage (EU)	2
	Pulvérulence, écaillage, cloquage, fissures, faïençage, traces de grattage, lézardes...	Dégradé (D)	3

## LOCAUX VISITÉS & RÉSULTATS DES MESURES

N° DE MESURE	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
1					Mesure test	1,0			
145					Mesure test	1,0			

### Appartement RDC Cuisine

N° DE MESURE	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
2					Ouvrant	0,0			
3	B	Appui Fenêtre - Extérieur	Bois	Verni	Dormant	0,5		0	
4					Ouvrant	0,2			
5	B	Appui Fenêtre - Intérieur	Bois	Verni	Dormant	0,5		0	
6					Gauche	0,1			
7	D	Cheminée	Enduit ciment	Peinture	Droite	0,3		0	
8					Dormant	0,3			
9	A	Embrasure Porte	Plâtre	Peinture	Ouvrant	0,5		0	
10	B	Embrasure fenêtre - Intérieur	Plâtre	Peinture	Ouvrant	2,9	ND	1	
11					Ouvrant	0,1			
12	B	Embrasure porte-fenêtre	Bois	Peinture	Dormant	0,3		0	
13	B	Fenêtre - Intérieur	Bois	Peinture	Ouvrant	9,0	ND	1	
14					> 1 m	0,1			
15	A	Mur	Plâtre	Peinture	< 1 m	0,5		0	
16					< 1 m	0,0			
17	B	Mur	Plâtre	Peinture	> 1 m	0,5		0	
18					< 1 m	0,0			
19	C	Mur	Plâtre	Peinture	> 1 m	0,2		0	
20	D	Mur	Plâtre	Peinture	> 1 m	0,0		0	

N° DE MESURE	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
21	PL	Plafond	Plâtre	Peinture	< 1 m	0,5	0		
22					Nord	0,4			
23		Plinthes	Bois	Peinture	Sud	0,5			
24					Gauche	0,3			
25	A	Porte	Bois	Verni	Droite	0,4	0		
26					Ouvrant	0,3			
27					Dormant	0,4			
28	B	Porte fenêtre	Bois	Peinture	Ouvrant	6,0	ND	1	
29	B	Volets fenêtre - Intérieur	Bois	Peinture	Ouvrant	20,0	ND	1	
30	B	Volets porte-fenêtre	Bois	Peinture	Ouvrant	5,5	ND	1	

Nombre d'unités de diagnostic : 17

Nombre de mesures : 29

Nombre d'unités de classe 3 : 0

% d'unités de classe 3 : 0 %

Risque de saturnisme infantile : Non

Dégradation du bâti : Non

## Appartement RDC Cour intérieure

N° DE MESURE	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
31	A	Mur	Pierres		> 1 m	0,2	0		
32					< 1 m	0,6			
33	B	Mur	Pierres		< 1 m	0,3	0		
34					> 1 m	0,5			
35	C	Mur	Pierres		> 1 m	0,1	0		
36					< 1 m	0,5			
37	D	Mur	Pierres		> 1 m	0,0	0		
38					< 1 m	0,5			

Nombre d'unités de diagnostic : 4

Nombre de mesures : 8

Nombre d'unités de classe 3 : 0

% d'unités de classe 3 : 0 %

Risque de saturnisme infantile : Non

Dégradation du bâti : Non

## Appartement 1er étage Chambre

N° DE MESURE	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
39	C	Embrasure porte-fenêtre droite	Plâtre	Papier-Peint	Ouvrant	2,8	ND	1	
40	C	Embrasure porte-fenêtre gauche	Plâtre	Papier-Peint	Ouvrant	5,5	ND	1	
41	A	Mur	Plâtre	Peinture	< 1 m	0,0	0		
42					> 1 m	0,4			
43	B	Mur	Plâtre	Peinture	> 1 m	0,2	0		
44					< 1 m	0,3			
45	C	Mur	Plâtre	Peinture	< 1 m	0,1	0		
46					> 1 m	0,4			
47	D	Mur	Plâtre	Peinture	< 1 m	0,1	0		
48					> 1 m	0,5			
49	E	Mur	Plâtre	Peinture	< 1 m	0,4	0		
50					> 1 m	0,5			
51	F	Mur	Plâtre	Peinture	< 1 m	0,2		0	

N° DE MESURE	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
52					> 1 m	0,5			
53	PL	Plafond	Plâtre	Peinture	Sud	0,1		0	
54					Nord	0,3			
55					Gauche	0,5			
56		Plinthes	Bois	Peinture	Droite	0,5		0	
57	A	Porte	Isoplane	Peinture	Ouvrant	0,4		0	
58					Dormant	0,4			
59	C	Porte fenêtre droite	Bois	Peinture	Ouvrant	2,5	ND	1	
60	C	Porte fenêtre gauche	Bois	Peinture	Ouvrant	2,6	ND	1	
61	C	Volets porte fenêtre gauche	Bois	Peinture	Ouvrant	23,0	ND	1	
62	C	Volets porte-fenêtre droite	Bois	Peinture	Ouvrant	17,0	ND	1	

Nombre d'unités de diagnostic : 15

Nombre de mesures : 24

Nombre d'unités de classe 3 : 0

% d'unités de classe 3 : 0 %

Risque de saturnisme infantile : Non

Dégradation du bâti : Non

## Appartement 1er étage Balcon

N° DE MESURE	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
63	B	Ballustre	Bois	Verni	Gauche	0,3		0	
64					Droite	0,4			
65	C	Ballustre	Bois	Verni	Gauche	0,2		0	
66					Droite	0,4			
67	A	Mur	Crépi	Peinture	> 1 m	0,0		0	
68					< 1 m	0,3			
69	D	Mur	Crépi	Peinture	< 1 m	0,2		0	
70					> 1 m	0,5			
71	PL	Plafond	Bois	Verni	Sud	0,1		0	
72					Nord	0,3			
73	A	Porte fenêtre droite	Bois	Peinture	Ouvrant	2,5	ND	1	
74	A	Porte fenêtre gauche	Bois	Peinture	Ouvrant	2,6	ND	1	
75	A	Volets porte fenêtre gauche	Bois	Peinture	Ouvrant	23,0	ND	1	
76	A	Volets porte-fenêtre droite	Bois	Peinture	Ouvrant	17,0	ND	1	

Nombre d'unités de diagnostic : 9

Nombre de mesures : 14

Nombre d'unités de classe 3 : 0

% d'unités de classe 3 : 0 %

Risque de saturnisme infantile : Non

Dégradation du bâti : Non

## Appartement 1er étage Palier 1er

N° DE MESURE	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
77	A	Mur	Plâtre	Peinture	< 1 m	0,0		0	
78					> 1 m	0,0			
79	B	Mur	Plâtre	Peinture	< 1 m	0,4		0	
80					> 1 m	0,4			

N° DE MESURE	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
81	C	Mur	Plâtre	Peinture	> 1 m	0,0		0	
82					< 1 m	0,1			
83	D	Mur	Plâtre	Peinture	< 1 m	0,0		0	
84					> 1 m	0,6			
85	PL	Plafond	Plâtre	Peinture	Nord	0,0		0	
86					Sud	0,3			
87		Plinthes	Bois	Verni	Gauche	0,0		0	
88					Droite	0,6			
89	D	Porte	Isoplane	Peinture	Ouvrant	0,2		0	
90					Dormant	0,2			

Nombre d'unités de diagnostic : 7

Nombre de mesures : 14

Nombre d'unités de classe 3 : 0

% d'unités de classe 3 : 0 %

Risque de saturnisme infantile : Non

Dégradation du bâti : Non

## Appartement 2ème étage Palier 2ème

N° DE MESURE	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
91	A	Embrasure	Plâtre	Peinture	Droite	0,1		0	
92					Gauche	0,4			
93	A	Mur	Plâtre	Peinture	< 1 m	0,6		0	
94					> 1 m	0,6			
95	B	Mur	Plâtre	Peinture	> 1 m	0,3		0	
96					< 1 m	0,4			
97	C	Mur	Plâtre	Peinture	< 1 m	0,3		0	
98					> 1 m	0,4			
99	D	Mur	Plâtre	Peinture	< 1 m	0,4		0	
100					> 1 m	0,6			
101	PL	Plafond	Plâtre	Peinture	Nord	0,1		0	
102					Sud	0,2			
103		Plinthes	Bois	Peinture	Droite	0,5		0	
104					Gauche	0,6			
105	B	Porte	Isoplane	Peinture	Ouvrant	0,2		0	
106					Dormant	0,5			
107	C	Porte	Isoplane	Peinture	Dormant	0,1		0	
108					Ouvrant	0,3			
109	D	Porte	Métal	Peinture	Ouvrant	0,0		0	
110					Dormant	0,6			
-	PL	Fenêtre de toit	Bois		Mesure inutile				Absence de revêtement

Nombre d'unités de diagnostic : 11

Nombre de mesures : 20

Nombre d'unités de classe 3 : 0

% d'unités de classe 3 : 0 %

Risque de saturnisme infantile : Non

Dégradation du bâti : Non

## Appartement 2ème étage Placard 1

N° DE MESURE	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
111	A	Mur	Plâtre	Peinture	> 1 m	0,1		0	
112					< 1 m	0,4			

N° DE MESURE	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
113	B	Mur	Plâtre	Peinture	> 1 m	0,2		0	
114					< 1 m	0,4			
115	C	Mur	Plâtre	Peinture	> 1 m	0,1		0	
116					< 1 m	0,2			
117	D	Mur	Plâtre	Peinture	< 1 m	0,1		0	
118					> 1 m	0,2			
119		Plinthes	Bois	Peinture	Gauche	0,2		0	
120					Droite	0,2			
121	A	Porte	Métal	Peinture	Ouvrant	0,0		0	
122					Dormant	0,5			
-	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Mesure inutile				Matériau récent

Nombre d'unités de diagnostic : 7

Nombre de mesures : 12

Nombre d'unités de classe 3 : 0

% d'unités de classe 3 : 0 %

Risque de saturnisme infantile : Non

Dégradation du bâti : Non

## Appartement 2ème étage WC

N° DE MESURE	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
123	PL	Plafond	Plâtre	Peinture	Sud	0,4		0	
124					Nord	0,5			
125		Plinthes	Bois	Peinture	Droite	0,0		0	
126					Gauche	0,5			
127	A	Porte	Isoplane	Peinture	Ouvrant	0,6		0	
128					Dormant	0,6			
-	A	Mur	Placoplâtre	Peinture	Mesure inutile				Matériau récent
-	B	Mur	Placoplâtre	Peinture	Mesure inutile				Matériau récent
-	C	Mur	Placoplâtre	Peinture	Mesure inutile				Matériau récent
-	D	Mur	Placoplâtre	Peinture	Mesure inutile				Matériau récent

Nombre d'unités de diagnostic : 7

Nombre de mesures : 6

Nombre d'unités de classe 3 : 0

% d'unités de classe 3 : 0 %

Risque de saturnisme infantile : Non

Dégradation du bâti : Non

## Appartement 2ème étage Salle d'eau

N° DE MESURE	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
129		Plinthes	Bois	Peinture	Gauche	0,0		0	
130					Droite	0,4			
131	A	Porte	Isoplane	Peinture	Dormant	0,3		0	
132					Ouvrant	0,5			
133	D	Porte	Métal	Peinture	Ouvrant	0,4		0	
134					Dormant	0,6			
-	A	Mur	Faïence		Mesure inutile				Absence de revêtement
-	B	Mur	Faïence		Mesure inutile				Absence de revêtement
-	C	Mur	Faïence		Mesure inutile				Absence de revêtement

N° DE MESURE	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
-	D	Mur	Faïence		Mesure inutile				Absence de revêtement
-	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Mesure inutile				Matériau récent

Nombre d'unités de diagnostic : **8**  
 Nombre d'unités de classe 3 : **0**  
 Risque de saturnisme infantile : **Non**  
 Dégradation du bâti : **Non**

Nombre de mesures : **6**  
 % d'unités de classe 3 : **0 %**

## Appartement 2ème étage Placard 2

N° DE MESURE	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
135	A	Mur	Plâtre	Peinture	< 1 m	0,0		0	
136					> 1 m	0,6			
137	B	Mur	Plâtre	Peinture	> 1 m	0,2		0	
138					< 1 m	0,4			
139	C	Mur	Plâtre	Peinture	< 1 m	0,2		0	
140					> 1 m	0,4			
141	D	Mur	Plâtre	Peinture	> 1 m	0,3		0	
142					< 1 m	0,4			
143	A	Porte	Métal	Peinture	Dormant	0,0		0	
144					Ouvrant	0,6			
-	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Mesure inutile				Matériau récent






Nombre d'unités de diagnostic : **6**  
 Nombre d'unités de classe 3 : **0**  
 Risque de saturnisme infantile : **Non**  
 Dégradation du bâti : **Non**

Nombre de mesures : **10**  
 % d'unités de classe 3 : **0 %**

## ANNEXES

### Plans et croquis

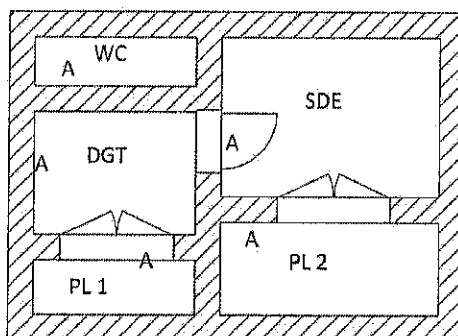
■ Planche 1/1 : Appartement

Légende			
	Mesure > 1 mg/cm² sur une unité de diagnostic classée 1 ou 2		Mesure > 1 mg/cm² sur une unité de diagnostic classée 3
	Plancher ou plafond menaçant de s'effondrer		Coulures ou ruissellement
	Moississures ou taches d'humidité		

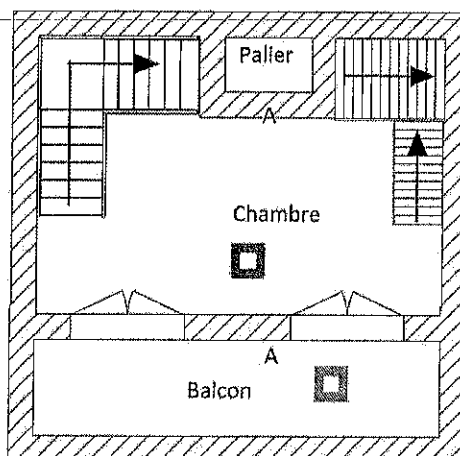
<b>PLANCHE DE REPERAGE USUEL</b>			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 12-14 Rue Rivault 71400 AUTUN	
<i>N° dossier:</i>	2023-11-141			
<i>N° planche:</i>	1/1	<i>Version:</i>	1	<i>Type:</i> Croquis
<i>Origine du plan:</i>	Cabinet de diagnostic		<i>Bâtiment – Niveau:</i>	Appartement

Document sans échelle remis à titre indicatif

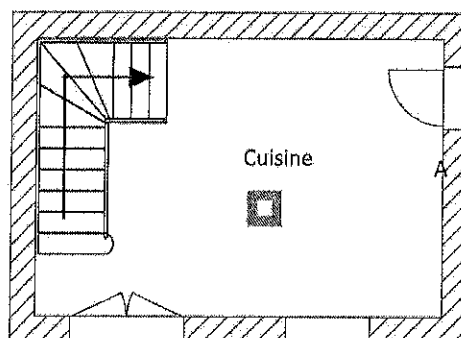
2ème étage



1er étage



RDC





## Notice d'information

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- Le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : **lisez-le attentivement !**
- La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

### LES EFFETS DU PLOMB SUR LA SANTÉ

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc.). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. **L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.**

### LES MESURES DE PRÉVENTION EN PRÉSENCE DE REVÊTEMENTS CONTENANT DU PLOMB

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et les poussières ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écailent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- S'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- S'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- S'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

### **Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :**

- Surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent ;
- Lutte contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

### **En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb, prenez des précautions :**

- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux ; avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

### **Si vous êtes enceinte :**

- Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;
- Éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

**Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales des territoires, des agences régionales de la santé ou des services communaux d'hygiène et de santé, ou sur les sites internet des ministères chargés de la santé et du logement.**

## Attestation d'assurance

RESPONSABILITE CIVILE ENTREPRISE



ATTESTATION

AXA France IARD, atteste que :  
EURL CENTRE EXPERTISES  
Monsieur Loïc PEYRICHOUT  
119 Avenue de Verdun  
58300 DECIZE

Bénéficiaire du contrat n° 1075585804 souscrit par AGENDA France garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités garanties par ce contrat.

Ce contrat a pour objet de :

- Satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifiées aux articles R 271- 1 à R 212- 4 et L 271- 4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes subséquents ;
- Garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de ses diagnostiqueurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés :

Repérage listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, repérage liste C, repérage avant travaux immeubles bâtis, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus généralement dans tout type d'ouvrage ou d'équipement de génie civil. (Amiante AVEC mention)  
Diagnostic gestion des déchets (PMD)  
Constat de risque d'exposition au plomb (CREP), parties privatives et parties communes  
Repérage de plomb avant travaux  
Etat de l'installation intérieure d'électricité, parties privatives et parties communes  
Etat de l'installation intérieure de gaz  
Diagnostic de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments  
Diagnostic de performance énergétique (DPE) avant et après travaux  
Réalisation des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées  
Conseil et étude en rénovation énergétique sans mise en oeuvre des préconisations  
Mesurage loi Carrez  
Mesurage surface habitable - Relevé de surfaces  
Plans et croquis à l'exclusion de toute activité de conception  
Relevé de cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation  
Fiche de renseignement Immeuble PERVAL / Bien  
Etat des lieux locatif  
Constat logement décent  
Prêt conventionné - Prêt à taux zéro - Normes d'habitabilité  
Détermination de la concentration en plomb dans l'eau des canalisations  
Installation de détecteurs de fumée  
Diagnostic télétravail  
Diagnostic de performance numérique  
Attestation d'exposition des formations argileuses au phénomène de mouvement de terrain différentiel  
Etat des nuisances sonores aériennes (ENSA)  
Etat des risques et pollutions (ERP)  
Constat sécurité piscine  
Millièmes de copropriété, tantièmes de charges  
Diagnostic Technique Global (DTG)  
Assainissement autonome  
Assainissement collectif  
Relevés topographiques (en dehors de l'activité réglementée de géomètre expert)

**Garantie RC Professionnelle : 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance et par Cabinet.**

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La validité cesse pour les risques situés à l'Etranger dès lors que l'assurance de ces derniers doit être souscrite conformément à la Législation Locale, auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

La présente attestation est valable pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 1<sup>er</sup> janvier 2024, sous réserve du paiement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Etablie à PARIS LA DEFENSE, le 26 décembre 2022, pour la Société AXA

Wille Tawert Vignon France  
Vice-président délégué et co-gérant  
2024 par la loi n° 2017-133 du 27/10/2017  
Article 1044 du Code de Commerce  
en vertu de la loi n° 2017-133 du 27/10/2017  
Article 1044 du Code de Commerce

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 723 067 460 R.E.S. Nanterre

Entreprise régie par la Code des assurances - TVA Intracommunautaire n° FR 14 723 067 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/1

## Certifications

Certificat N° C3645

Madame Vasa MALFATTI



Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 et / ou PR16 consultable sur [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com) conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2008-1114 du 05 septembre 2008.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	Certificat valable Du 15/02/2023 au 14/02/2030	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
Amiante sans mention	Certificat valable Du 18/11/2022 au 17/11/2029	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique individuel	Certificat valable Du 18/11/2022 au 17/11/2029	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement le mercredi 15 février 2023

Marjorie ALBERT  
Directrice Administrative

P10

Une certification peut être suspendue, modifiée ou retirée à tout moment.  
Pour une utilisation appropriée de ce certificat, la portée des certifications et leurs validités doivent être vérifiées sur le site internet de LCC QUALIXPERT [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com).

F09 Certification de compétence version N 010120

LCC 17, rue Coral - 81100 CASTRES  
tél. 05 63 73 06 13 - Fax 05 63 73 32 87 - [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com)  
sarl au capital de 8000 euros - APE 71203 - RCS Castres 81061 493 837 832 00013

## Attestation d'indépendance

« Je soussigné LOIC PEYRICHOUT, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
  - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
  - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »

CENTRE EXPERTISES - AGENDA

119, avenue de Verdun - 58300 DECIZE

Tél. 03 86 50 25 76

contact@agenda-diagnostic.fr

SIRET 481 344 487 0008 - APE 7120 B

TVA intracommunautaire : FR 20 481 344 487

# État de l'installation intérieure d'électricité

## DÉSIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BÂTIS

Adresse : 12-14 Rue Rivault  
71400 AUTUN  
Référence cadastrale : AP / 116-203-218-265-266  
Lot(s) de copropriété : Sans objet  
Type d'immeuble : Maison individuelle  
Année de construction : Avant 1948  
Année de l'installation : > 15 ans  
Distributeur d'électricité : Enedis



Étage : Sans objet      Palier : Sans objet      N° de porte : Sans objet      Identifiant fiscal (si connu) : Non communiqué

Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification : Néant

## IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Donneur d'ordre : SARL LODGE VISION – Hôtel Les Ursulines 71400 AUTUN

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : PROPRIÉTAIRE

Propriétaire : SARL LODGE VISION – Hôtel Les Ursulines 71400 AUTUN

## IDENTIFICATION DE L'OPÉRATEUR AYANT RÉALISÉ L'INTERVENTION

Opérateur de diagnostic : Vaea Malfatti  
Certification n°C3645 délivrée le 04/07/2023 pour 7 ans par LCC Qualixpert (17 rue Borrel 81100 CASTRES)

Cabinet de diagnostics : CENTRE EXPERTISES  
119 Avenue de verdun – 58300 DECIZE  
N° SIRET : 481 344 687 00068

Compagnie d'assurance : AXA      N° de police : 10755853504      Validité : 01/01/2023 AU 31/12/2023

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

## RÉALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : 2023-11-141 #E1

Ordre de mission du : 24/11/2023

L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Accompagnateur(s) : Yoann COUSQUER (Huissier)





Document(s) fourni(s) : **Aucun**  
Moyens mis à disposition : **Aucun**  
Commentaires : **Néant**

## **CADRE RÉGLEMENTAIRE**

- Articles L134-7, R134-49 et R134-50 du Code de la Construction et de l'Habitation : Sécurité des installations électriques
- Articles R126-35 et R126-36 du Code de la Construction et de l'Habitation : État de l'installation intérieure d'électricité
- Articles L271-4 à L271-6 et R271-1 à D271-5 du Code de la Construction et de l'Habitation : Dossier de diagnostic technique
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret n°2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les logements en location
- Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation
- Norme NF C 16-600 (Juillet 2017) : État des installations électriques des parties privatives des locaux à usage d'habitation  
=> Nous ne retenons de cette norme que les points n'entrant pas en contradiction avec l'arrêté du 28 septembre 2017, dont notamment les numéros d'article et les libellés d'anomalie (non définis dans l'arrêté), ainsi que les adéquations non précisées dans l'arrêté

**Nota :** Sauf indication contraire, l'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

## **RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE RÉALISATION DU DIAGNOSTIC**

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

**Nota :** Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

## **CONCLUSION RELATIVE À L'ÉVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE À LA SÉCURITÉ DES PERSONNES**

**Dans le cadre de la mission objet du présent rapport,  
l'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.**

Présence de points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

### **Anomalies avérées selon les domaines suivants**

Dans cette synthèse, une anomalie compensée par une mesure compensatoire correctement mise en œuvre n'est pas prise en compte.



- ☒ 1) Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- ☒ 2) Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre
- ☐ 3) Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit
- ☐ 4) La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire
- ☒ 5) Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- ☒ 6) Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage


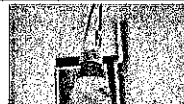
### Installations particulières

- ☐ P1-P2) Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement
- ☐ P3) Piscine privée, ou bassin de fontaine

### Informations complémentaires

- ☒ IC) Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

### ANOMALIES IDENTIFIÉES

DOMAINE / N° ARTICLE	Libellé et localisation (*) des anomalies / Mesures compensatoires (3)	Photo
1 / B.1.3 b	Le dispositif assurant la coupure d'urgence n'est pas situé à l'intérieur du logement ou dans un emplacement accessible directement depuis le logement. <u>Localisation</u> : Appareil général de commande et de protection	
2 / B.2.3.1 i	La manœuvre du bouton test du (des) dispositif(s) de protection différentielle n'entraîne pas son (leur) déclenchement. <u>Localisation</u> : Protection différentielle	
5 / B.7.3 d	L'installation électrique comporte au moins une connexion avec une partie active nue sous tension accessible. <u>Localisation</u> : Appartement RDC Cuisine	
6 / B.8.3 b	L'installation comporte au moins un matériel électrique inadapté à l'usage. <u>Localisation</u> : Appartement 2ème étage WC <u>Précision</u> : Douille(s) de chantier	

#### ■ Légende des renvois

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués au-dessous de l'anomalie concernée.
- (\*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.



AGENDA Diagnostics vous éclaire sur les pathologies, avec des solutions à mettre en œuvre.

Obtenez plus d'informations en scannant le QR Code ci-contre ou en cliquant sur le lien suivant :

<https://www.agendadiagnostics.fr/electricite-guide-des-pathologies.html>



## INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### IC) SOCLES DE PRISE DE COURANT, DISPOSITIF À COURANT DIFFÉRENTIEL RÉSIDUEL À HAUTE SENSIBILITÉ

DOMAINE / N° ARTICLE (1)	Libellé des informations	Photo
IC / B.11 a1	L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité $\leq 30$ mA.	
IC / B.11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.	
IC / B.11 c2	Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.	

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C 16-600 – Annexe B

## AVERTISSEMENT PARTICULIER

### Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

DOMAINE / N° ARTICLE (1)	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
2 / B.3.3.2 a	Présence d'un conducteur de terre	Non trouvé.
2 / B.3.3.4 b	Section satisfaisante du conducteur de liaison équipotentielle principale	Conducteur(s) de liaison équipotentielle principale non trouvé(s).

(1) Référence des numéros d'articles selon la norme NF C 16-600 – Annexe C

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

### Installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes

Néant

### Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

### Autres types de constatation

Néant

## CONCLUSION RELATIVE À L'ÉVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL DE PROFESSIONNEL

L'installation intérieure d'électricité comportant une ou des anomalies, il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).





## DATES DE VISITE ET D'ÉTABLISSEMENT DE L'ÉTAT

Visite effectuée le **24/11/2023**

Opérateur de diagnostic : **Vaea MALFATTI**

État rédigé à **DECIZE**, le **01/12/2023**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 30/11/2026**

Location : **Six ans, jusqu'au 30/11/2029**

Signature de l'opérateur de diagnostic



Cachet de l'entreprise



CENTRE EXPERTISES

119 Avenue de verdun  
58300 DECIZE

Tél : 03 86 50 25 76

SIRET : 481 344 687 00068 – APE : 7120B

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

## EXPLICITATIONS DÉTAILLÉES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

### **Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées**

#### APPAREIL GÉNÉRAL DE COMMANDE ET DE PROTECTION

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.

#### DISPOSITIF DE PROTECTION DIFFÉRENTIELLE À L'ORIGINE DE L'INSTALLATION

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

#### PRISE DE TERRE ET INSTALLATION DE MISE À LA TERRE

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

#### DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITÉS

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

#### LIAISON ÉQUIPOTENTIELLE DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence prive, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

#### CONDITIONS PARTICULIÈRES DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.



### MATÉRIELS ÉLECTRIQUES PRÉSENTANT DES RISQUES DE CONTACT DIRECT

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

### MATÉRIELS ÉLECTRIQUES VÉTUSTES OU INADAPTÉS À L'USAGE

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

### APPAREILS D'UTILISATION SITUÉS DANS DES PARTIES COMMUNES ET ALIMENTÉS DEPUIS LES PARTIES PRIVATIVES

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

### PISCINE PRIVÉE OU BASSIN DE FONTAINE

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

## Informations complémentaires

### DISPOSITIF(S) DIFFÉRENTIEL(S) À HAUTE SENSIBILITÉ PROTÉGEANT TOUT OU PARTIE DE L'INSTALLATION ÉLECTRIQUE

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

### SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE À OBTURATEURS

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.

### SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE À PUIX (15 MM MINIMUM)

La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

## ANNEXES

### Caractéristiques de l'installation

#### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Caractéristique	Valeur
Distributeur d'électricité	Enedis
L'installation est sous tension	Oui
Type d'installation	Triphasé
Année de l'installation	> 15 ans

#### DISJONCTEUR DE BRANCHEMENT À PUISSANCE LIMITÉE

Caractéristique	Valeur
Localisation	Hôtel RDC Placard technique
Calibre	10 / 30 A



Caractéristique	Valeur
Intensité de réglage	30 A
Différentiel	500 mA

#### PRISE DE TERRE

Caractéristique	Valeur
Résistance	83 $\Omega$
Section du conducteur de terre	Non vérifiable
Section du conducteur principal de protection	$\geq 10 \text{ mm}^2$
Section du conducteur de liaison équipotentielle principale	Conducteur(s) de liaison équipotentielle principale non trouvé(s).

#### DISPOSITIF(S) DIFFÉRENTIEL(S)

Il s'agit des dispositifs différentiels autres que celui intégré au disjoncteur de branchement ou, le cas échéant, au disjoncteur général.






Quantité	Type d'appareil	Calibre de l'appareil	Sensibilité du différentiel
1	Disjoncteur	40 A	30 mA

#### TABLEAU DE RÉPARTITION PRINCIPAL N°1

Caractéristique	Valeur
Localisation	Hôtel-RDC Placard technique
Section des conducteurs de la canalisation d'alimentation	Cuivre 10 mm <sup>2</sup>

### Plans et croquis

- Planche 1/1 : Appartement

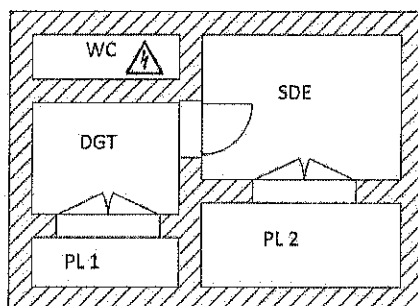
Légende			
	Compteur		Coupure d'urgence
	Prise de terre		Tableau de répartition
	Anomalie		



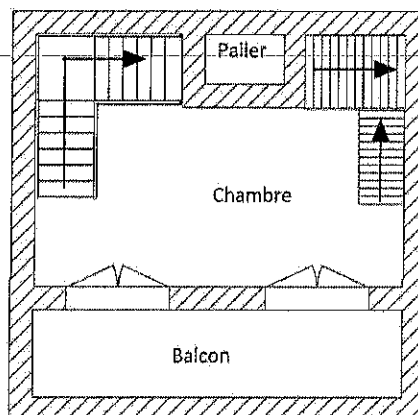
<b>PLANCHE DE REPERAGE USUEL</b>			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 12-14 Rue Rivault 71400 AUTUN	
<i>N° dossier:</i>	2023-11-141			
<i>N° planche:</i>	1/1	<i>Version:</i>	1	<i>Type:</i> Croquis
<i>Origine du plan:</i>	Cabinet de diagnostic		<i>Bâtiment – Niveau:</i>	Appartement

Document sans échelle remis à titre indicatif

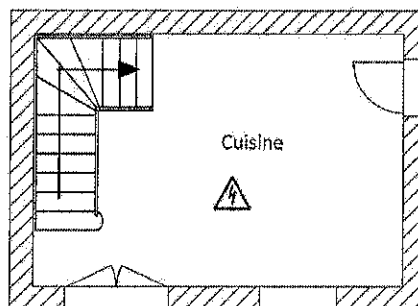
2ème étage



1er étage

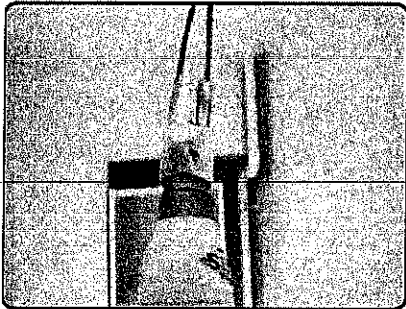


RDC





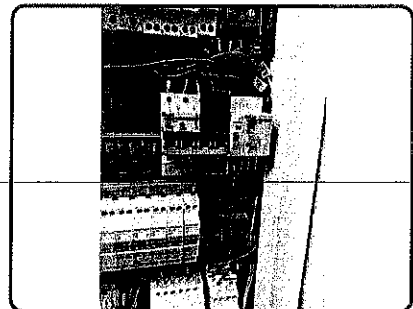
## Planche photographique



Anomalie B.8.3 b sur Install. n°1



Anomalie B.7.3 d sur Install. n°1







## Certifications

**QUALIXPERT**  
LABORATOIRES

Certificat N° C3845

Madame Vasa Malfatti

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 et /  
ou PR15 consultable sur [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com) conformément  
à l'ordonnance 2005-485 titre III du 8 juin 2005 et au décret  
2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :



Etat des installations intérieures d'électricité	Certificat valable Du 04/07/2023 au 03/07/2030	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
Constat de risque d'exposition au plomb	Certificat valable Du 15/02/2023 au 14/02/2030	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
Amiante sans mention	Certificat valable Du 18/11/2022 au 17/11/2029	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique individuel	Certificat valable Du 18/11/2022 au 17/11/2029	Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement le mardi 04 juillet 2023

Marjorie ALBERT  
Directrice Administrative

P10

Une certification peut être suspendue, modifiée ou retirée à tout moment.  
Pour une utilisation appropriée de ce certificat, la portée des certifications et leurs validités doivent être vérifiées sur le  
site Internet de LCC QUALIXPERT [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com).

F09 Certification de compétence version N 010120

100120 - 100120 - 100120

Le 10/07/2023 à 10h00, le 10/07/2023 à 10h00, le 10/07/2023 à 10h00

Le 10/07/2023 à 10h00, le 10/07/2023 à 10h00, le 10/07/2023 à 10h00



## Attestation d'indépendance

« Je soussigné LOIC PEYRICHOUT, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
  - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
  - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »

CENTRE EXPERTISES - AGENDA  
119, Avenue de Verdun - 58300 DECIZE  
Tél. 03 86 50 25 76  
contact@agenda-experts.fr  
SIRET 481 344 487 0006 - N°E 7120 B  
TVA Intracommunautaire FR 10 481 344 487





# État de l'installation intérieure de gaz

## DÉSIGNATION DU OU DES BÂTIMENTS

Adresse : 12-14 Rue Rivault  
71400 AUTUN  
Référence cadastrale : AP / 116-203-218-265-266  
Lot(s) de copropriété : Sans objet N° étage : Sans objet  
Type de bâtiment : Maison individuelle  
Nature du gaz distribué : ☒ GN ☐ GPL ☐ Air propane ou butané  
Distributeur de gaz : GrDF  
Installation alimentée en gaz : ☒ Oui ☐ Non



## DÉSIGNATION DU PROPRIÉTAIRE

Propriétaire : SARL LODGE VISION – Hôtel Les Ursulines 71400 AUTUN

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Identification : SARL LODGE VISION – Hôtel Les Ursulines  
71400 AUTUN

N° de téléphone : Non fourni

Références du contrat : ☐ Numéro de point de livraison gaz : Non communiqué  
☐ Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres : Non communiqué  
☐ Numéro de compteur : Absence de compteur

## DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : Denys UNISSART  
Certification n°C3464 délivrée le 07/10/2021 pour 5 ans par LCC Qualixpert (17 rue Borrel 81100 CASTRES)

Cabinet de diagnostics : CENTRE EXPERTISES  
119 Avenue de verdun – 58300 DECIZE  
N° SIRET : 481 344 687 00068

Compagnie d'assurance : AXA N° de police : 10755853504 Validité : 01/01/2023 AU 31/12/2023

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

## **RÉALISATION DE LA MISSION**

N° de dossier : **2023-11-141 #G1**  
Ordre de mission du : **24/11/2023**  
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.  
Accompagnateur(s) : **Yoann COUSQUER (Huissier)**  
Document(s) fourni(s) : **Aucun**  
Moyens mis à disposition : **Aucun**  
Commentaires : **Néant**

## **CADRE RÉGLEMENTAIRE**

- Article L134-9 du Code de la Construction et de l'Habitation : Sécurité des installations de gaz
- Articles R126-37 à R126-41 du Code de la Construction et de l'Habitation : État de l'installation intérieure de gaz
- Articles L271-4 à L271-6 et R271-1 à D271-5 du Code de la Construction et de l'Habitation : Dossier de diagnostic technique
- Articles 2 et 3-3 de la Loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Décret n°2016-1104 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure de gaz dans les logements en location
- Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz
- Arrêté du 25 juillet 2022 portant reconnaissance de la norme NF P45-500 en application des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure
- Norme NF P 45-500 (Juillet 2022) : Installations de gaz situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation – État des installations intérieures de gaz – Diagnostic

Nota : Sauf indication contraire, l'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

## **LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC**

Le diagnostic a pour objet d'établir un état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes. Il concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l'installation intérieure de gaz. Il concerne également les installations d'appareils de cuisson s'ils sont alimentés par une tuyauterie fixe. Il porte sur les quatre domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants : la tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux et la combustion.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles et accessibles de l'installation au moment du diagnostic et s'effectue sans montage ni démontage. Elle ne préjuge pas des modifications susceptibles d'intervenir ultérieurement sur toute ou partie de l'installation. La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. La responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur toute ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Pour traiter les éventuelles anomalies relevées, il est recommandé de faire appel à un professionnel qualifié.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

## IDENTIFICATION DES APPAREILS

APPAREIL A GAZ N°1	
Genre	Cuisinière
Marque & Modèle	Appareil absent
Type <sup>(1)</sup>	<input checked="" type="checkbox"/> Non raccordé <input type="checkbox"/> Raccordé <input type="checkbox"/> Étanche
Puissance	Appareil absent
Localisation	RDC Cuisine
	Anomalie : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Observations	La configuration de la tuyauterie en attente laissant logiquement supposer qu'elle est destinée à accueillir l'appareil décrit ci-dessus, le diagnostiqueur a opté pour ce type d'appareil. Il est indispensable, avant toute installation de matériel, de se rapprocher d'un professionnel qualifié afin d'étudier la compatibilité du matériel choisi avec le local d'installation.

(1) Non raccordé (Type A) : Appareil qui n'est pas destiné à être raccordé à un conduit ou à un dispositif d'évacuation des produits de combustion vers l'extérieur du local dans lequel il est installé.

Raccordé (Type B) : Appareil qui est destiné à être raccordé à un conduit d'évacuation des produits de combustion vers l'extérieur du local dans lequel il est installé. L'air de combustion est prélevé directement dans le local.

Étanche (Type C) : Appareil pour lequel le circuit de combustion (alimentation en air, chambre de combustion, échangeur de chaleur et évacuation des produits de combustion) est étanche par rapport au local dans lequel il est installé.

## ANOMALIES IDENTIFIÉES

N° CONTRÔLE <sup>(1)</sup>	ANOMALIE <sup>(2)</sup>	Libellé des anomalies et recommandations	Photo
APPAREIL A GAZ N°1			
20.1	A1	Le local équipé ou prévu pour un appareil d'utilisation n'est pas pourvu de sortie d'air.	
19.a1	A2	Le local équipé ou prévu pour un appareil de cuisson seul n'est pas pourvu d'une amenée d'air ou celle-ci est située à plus de 2 pièces d'intervalle.	

(1) Référence du point de contrôle tel que défini par la norme NF P 45-500

(2) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.

A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture de gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

DGI (Danger Grave & Immédiat) : L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

32c : La chaudière est de type VMC Gaz et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.



AGENDA Diagnostics vous éclaire sur les pathologies, avec des solutions à mettre en œuvre.  
Obtenez plus d'informations en scannant le QR Code ci-contre ou en cliquant sur le lien suivant :  
<https://www.agendadiagnostics.fr/gaz-guide-des-pathologies.html>

## IDENTIFICATION DES BÂTIMENTS ET PARTIES DU BÂTIMENT (PIÈCES ET VOLUMES) N'AYANT PU ÊTRE CONTRÔLÉS ET MOTIFS

Néant

## IDENTIFICATION DES POINTS DE CONTRÔLES N'AYANT PAS PU ÊTRE RÉALISÉS

N° CONTRÔLE <sup>(1)</sup>	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être réalisés	Motifs
Installation		



N° CONTRÔLE	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être réalisés	Motifs
6a	L'installation ne présente pas de défaut d'étanchéité par lecture d'un débit inférieur ou égal à 6 l/h	Le contrôle apparent de l'étanchéité de l'installation n'a pas pu être réalisé par lecture de débit sur le compteur (compteur absent) : certains raccords ont été vérifiés à l'aide d'un produit moussant ou d'un appareil de détection de fuite adapté.

(1) Référence du point de contrôle tel que défini par la norme NF P 45-500

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être réalisés, il est recommandé de faire vérifier ces points par un installateur gaz qualifié ou par un organisme de contrôle agréé dans le domaine du gaz, ou, si l'installation gaz n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

## CONSTATATIONS DIVERSES

- ☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée
- ☐ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté
- ☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable
- ☐ Au moins un assemblage par raccord mécanique est réalisé au moyen d'un ruban d'étanchéité
- ☐ Autres constatations

## CONCLUSION

- ☐ L'installation ne comporte aucune anomalie
- ☒ L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement
- ☒ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais
- ☐ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant la remise en service
- ☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

## EN CAS DE DGI : ACTIONS DE L'OPÉRATEUR DE DIAGNOSTIC

Sans objet

## EN CAS D'ANOMALIE 32C : ACTIONS DE L'OPÉRATEUR DE DIAGNOSTIC

Sans objet



## DATES DE VISITE ET D'ÉTABLISSEMENT DE L'ÉTAT

Visite effectuée le **24/11/2023**

Opérateur de diagnostic : **Denys UNISSART**

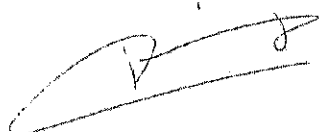
État rédigé à **DECIZE**, le **01/12/2023**

Durée de validité :

Vente : **Trois ans, jusqu'au 30/11/2026**

Location : **Six ans, jusqu'au 30/11/2029**

*Signature de l'opérateur de diagnostic*



*Cachet de l'entreprise*



**CENTRE EXPERTISES**

119 Avenue de Verdun  
58300 DECIZE

Tél : 03 86 50 25 76

SIRET : 481 344 687 00068 – APE : 7120B

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

## ANNEXES

### **Règles élémentaires de sécurité et d'usage du gaz**

Les accidents dus aux installations de gaz, tout en restant peu nombreux, sont responsables d'un nombre important de victimes. La vétusté des installations, l'absence d'entretien des appareils et certains comportements imprudents sont des facteurs de risque : 98 % des accidents, fuites et explosions sont recensés dans les installations intérieures.

Les intoxications oxycarbonées et les explosions font un grand nombre de victimes qui décèdent ou gardent des séquelles et handicaps à long terme.

### QUELS SONT LES MOYENS DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS LIÉS AUX INSTALLATIONS INTÉRIEURES DE GAZ ?

Pour prévenir les accidents liés aux installations intérieures de gaz, il est nécessaire d'observer quelques règles de base :

- ▶ Vérifier la date de péremption du tuyau flexible de votre cuisinière ou de votre bouteille de gaz et le remplacer avant, ou dès qu'il est fissuré ;
- ▶ Faire entretenir et contrôler régulièrement par un professionnel les appareils fonctionnant au gaz (chaque année pour les chaudières) ;
- ▶ Faire contrôler chaque année la vacuité des conduits de fumées (ramonage).

Mais il s'agit également d'être vigilant, des gestes simples doivent devenir des automatismes :

- ▶ Ne pas utiliser les produits aérosols ou les bouteilles de camping-gaz dans un espace confiné, près d'une source de chaleur ;
- ▶ Fermer le robinet d'alimentation de votre cuisinière après chaque usage ;
- ▶ Assurer une bonne ventilation de votre logement, ne pas obstruer les bouches d'aération ;
- ▶ Sensibiliser les enfants aux principales règles de sécurité des appareils à gaz.

### QUELLE CONDUITE ADOPTER EN CAS D'ODEUR OU DE FUITE DE GAZ ?

En cas d'odeur de gaz, il faut tout d'abord supprimer la cause et ventiler :

- ▶ Fermer le robinet d'arrivée générale du gaz ainsi que tous les robinets d'alimentation de vos appareils ;
- ▶ Ouvrir portes et fenêtres pour aérer votre domicile.

Ensuite, il faut éviter tout risque d'étincelle qui entraînerait une explosion :

- ▶ Ne pas fumer ;
- ▶ Ne pas allumer la lumière, ne pas toucher aux interrupteurs ni aux disjoncteurs ;
- ▶ Ne mettre en marche aucun appareil ;
- ▶ Ne pas téléphoner de chez vous, que ce soit avec un téléphone fixe ou un mobile ;
- ▶ Prendre les escaliers plutôt que l'ascenseur ;
- ▶ Une fois à l'extérieur, prévenir votre plombier/chauffagiste et, en cas de fuite importante, les pompiers (faites le 18).

## QUELLES SONT LES OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES LORSQUE L'ON MODIFIE L'INSTALLATION DE GAZ ?

Tous les travaux réalisés sur l'installation de gaz du logement, y compris les remplacements d'appareils, doivent faire l'objet de l'établissement d'un certificat de conformité modèle 2, conformément à l'arrêté du 23 février 2018 modifié. Seules les exceptions mentionnées au 4° de l'article 21 de cet arrêté dispensent de cette obligation, notamment les modifications considérées comme mineures au sens du guide général « Installations de gaz » mentionné à l'annexe 1 de cet arrêté.

Cette obligation est valable pour toutes les modifications ultérieures, que les travaux soient en lien avec la réparation des éventuelles anomalies constatées lors du présent diagnostic ou pas.







## QUELLES AIDES POUR L'AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ DANS LES BÂTIMENTS EXISTANTS ?

Une subvention de l'ANAH peut être accordée aux propriétaires bailleurs et aux propriétaires occupants (sous conditions notamment de ressources) pour la réalisation de travaux d'aménagement et d'équipement relatifs à la sécurité des personnes (notamment pour la mise en conformité des installations électriques ou de gaz).

Pour plus d'informations : [www.anah.fr](http://www.anah.fr)

## Plans et croquis

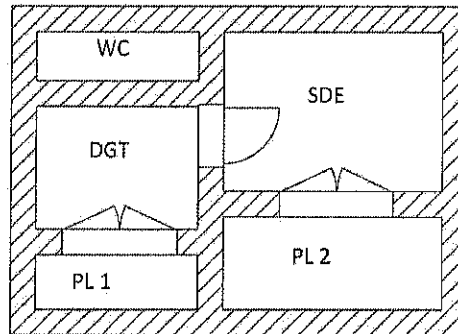
■ Planche 1/1 : Appartement

Légende			
	Compteur		Réceptif de gaz (citerne ou bouteille)
	Vanne d'arrêt		Robinet de commande d'appareil
	Appareil à gaz		Anomalie

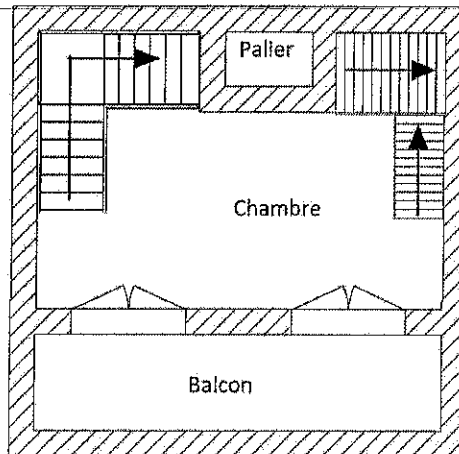
<b>PLANCHE DE REPERAGE USUEL</b>			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 12-14 Rue Rivault 71400 AUTUN	
<i>N° dossier:</i>	2023-11-141			
<i>N° planche:</i>	1/1	<i>Version:</i>	1	<i>Type:</i> Croquis
<i>Origine du plan:</i>	Cabinet de diagnostic		<i>Bâtiment – Niveau:</i>	Appartement

Document sans échelle remis à titre indicatif

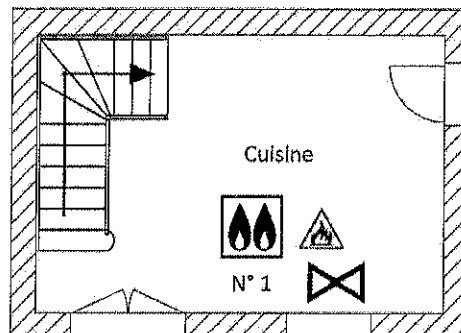
2ème étage



1er étage



RDC



## Planche photographique







# Attestation d'assurance

RESPONSABILITE CIVILE ENTREPRISE



ATTESTATION

AXA France IARD, atteste que :  
EURL CENTRE EXPERTISES  
Monsieur Loïc PEYRIGHOUT  
119 Avenue de Verdun  
58300 DECIZE

Bénéficiaire du contrat n° 10755853504 souscrit par AGENDA France garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités garanties par ce contrat.

Ce contrat a pour objet de :

- Satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271- 1 à R 271- 4 et L 271- 4 à L 271- 6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes subséquents ;
- Garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'Assuré, personne physique ou que les compétences de ses diagnostiqueurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés :

Repérage listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, repérage liste C, repérage avant travaux immeubles bâtis, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus généralement dans tout type d'ouvrage ou d'équipement de génie civil. (Amiante AVEC mention)  
Diagnostic gestion des déchets (PEMD)  
Constat de risque d'exposition au plomb (CREP), parties privatives et parties communes  
Repérage de plomb avant travaux  
Etat de l'installation intérieure d'électricité, parties privatives et parties communes  
Etat de l'installation intérieure de gaz  
Diagnostic de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments  
Diagnostic de performance énergétique (DPE) avant et après travaux  
Réalisation des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées  
Conseil et Etude en rénovation énergétique sans mise en oeuvre des préconisations  
Mesurage loi Carrez  
Mesurage surface habitable - Relevé de surfaces  
Plans et croquis à l'exclusion de toute activité de conception  
Relevé de cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation  
Fiche de renseignement Immeuble PERVAL / Bien  
Etat des lieux locatif  
Constat logement décent  
Prêt conventionné - Prêt à taux zéro - Normes d'habitabilité  
Détermination de la concentration en plomb dans l'eau des canalisations  
Installation de détecteurs de fumée  
Diagnostic télétravail  
Diagnostic de performance numérique  
Attestation d'exposition des formations argileuses au phénomène de mouvement de terrain différentiel  
Etat des nuisances sonores aériennes (ENSA)  
Etat des risques et pollutions (ERP)  
Constat sécurité piscine  
Millièmes de copropriété, tantièmes de charges  
Diagnostic Technique Global (DTG)  
Assainissement autonome  
Assainissement collectif  
Relevés topographiques (en dehors de l'activité réglementée de géomètre expert)

Garantie RC Professionnelle : 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance et par Cabinet.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Si sa validité cesse pour les risques situés à l'Etranger dès lors que l'assurance de ces derniers doit être souscrite conformément à la Législation Locale auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

La présente attestation est valable pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 1<sup>er</sup> janvier 2024, sous réserve du paiement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Etablie à PARIS LA DEFENSE, le 26 décembre 2022, pour la Société AXA

Wille Tâche Vignon Prieur  
Notaire  
110 rue de la République, 92100 Nanterre  
Tél : 01 47 42 42 42  
Site : www.wille-tache.com

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Bâtiment social / 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 24 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/1



## Certifications

La certification

**QUALIXPERT**

DES DIAGNOSTICS

Certificat N° C3464

**Monsieur Denys UNISSART**

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 et / ou PR16 consultable sur [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com) conformément à l'ordonnance 2005-685 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

**cofrac**

**CERTIFICATION**  
**DE PERSONNES**  
ACCREDITATION  
N° 44004  
PORTES  
DISPONIBLE SUR  
[WWW.COFRAC.FR](http://WWW.COFRAC.FR)

Amiante avec mention	Certificat valable Du 15/10/2021 au 03/11/2024	Arrêté du 08 novembre 2010 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	Certificat valable Du 15/10/2021 au 03/11/2024	Arrêté du 16 octobre 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	Certificat valable Du 15/10/2021 au 03/11/2024	Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	Certificat valable Du 15/10/2021 au 03/11/2024	Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Constat de risque d'exposition au plomb	Certificat valable Du 15/10/2021 au 03/11/2024	Arrêté du 21 novembre 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	Certificat valable Du 15/10/2021 au 03/11/2024	Arrêté du 30 octobre 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement le jeudi 07 octobre 2021

Marjorie ALBERT  
Directrice Administrative

P10

Une certification peut être suspendue, modifiée ou retirée à tout moment.  
Pour une utilisation appropriée de ce certificat, la portée des certifications et leurs validités doivent être vérifiées sur le site internet de LCC QUALIXPERT [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com).

P09 Certification de compétence version 11/01/2010

LCC 17, rue Borel - 81100 CASTRES  
Tél. 05 63 73 06 13 - Fax 05 63 73 32 87 - [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com)  
sarl au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018



## Attestation d'indépendance

« Je soussigné LOIC PEYRICHOUT, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
  - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
  - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »

CENTRE EXPERTISES - AGENDA

119, avenue de Verdun - 50300 DECIZE

Tél. 03 86 50 25 76

CONTACT@agenda-expertise.fr

SIRET 481 354 005 0001 - APE 7120 B

N/A, TVA intracommunautaire FR 20 481 354 007

# État des risques et pollutions (ERP)

## DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Adresse : 12-14 Rue Rivault  
71400 AUTUN  
Référence cadastrale : AP / 116-203-218-265-266  
Lot(s) de copropriété : Sans objet N° étage : Sans objet  
Nature de l'immeuble : Immeuble collectif  
Destination des locaux : Habitation  
Date de construction : Avant 1948  
Contexte de la mission : ☒ Avant vente ☐ Avant mise en location



## DÉSIGNATION DU PROPRIÉTAIRE

Propriétaire : SARL LODGE VISION  
Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :  
☒ Propriétaire de l'immeuble  
☐ Autre, le cas échéant (préciser) :

## DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE DIAGNOSTIC

Cabinet de diagnostics : CENTRE EXPERTISES  
119 Avenue de verdun – 58300 DECIZE  
N° SIRET : 481 344 687 00068  
Compagnie d'assurance : AXA N° de police : 10755853504 Validité : 01/01/2023 AU 31/12/2023

## RÉALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : 2023-11-141 #R  
Ordre de mission du : 24/11/2023  
Document(s) fourni(s) : Aucun  
Commentaires : Néant

## CADRE RÉGLEMENTAIRE

- Articles L125-5 à L125-7 du Code de l'Environnement : Information et participation des citoyens > Dispositions générales
- Articles R125-23 à R125-27 du Code de l'Environnement : Information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols
- Articles R563-4 et D563-8-1 du Code de l'Environnement : Prévention du risque sismique
- Article L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation : Dossier de diagnostic technique





- Articles 2 et 3-3 de la Loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs
- Arrêté du 13 octobre 2005 modifié portant définition du modèle d'imprimé pour l'établissement de l'état des risques naturels et technologiques
- Arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français

**Nota :** Sauf indication contraire, l'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

## LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans une zone couverte par un plan de prévention des risques (PPR) naturels prévisibles, technologiques ou miniers, prescrit ou approuvé, ou dans une zone de sismicité de niveau supérieur à 1 (très faible), ou dans une zone à potentiel radon de niveau 3, ou encore dans une zone susceptible d'être atteinte par le recul du trait de côte, sont informés par le vendeur ou le bailleur de l'existence des risques visés par ce plan ou ce décret. À cet effet, un état des risques et pollutions (ERP) est établi à partir des informations mises à disposition par le Préfet.

De plus, lorsqu'un immeuble bâti a subi un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, minière ou technologique, le vendeur ou le bailleur de l'immeuble est tenu d'informer par écrit l'acquéreur ou le locataire de tout sinistre survenu pendant la période où il a été propriétaire de l'immeuble ou dont il a été lui-même informé.

### Attention !

- S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés par cet état ;
- Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en annexe d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

## SYNTHÈSE DE L'ÉTAT DES RISQUES ET POLLUTIONS (ERP)

Plan de prévention des risques :	<input type="checkbox"/> PPRN	<input type="checkbox"/> PPRM	<input type="checkbox"/> PPRT	<input checked="" type="checkbox"/> Aucun
Sismicité :	<input type="checkbox"/> 1 (très faible)	<input checked="" type="checkbox"/> 2 (faible)	<input type="checkbox"/> 3 (modérée)	<input type="checkbox"/> 4 (moyenne) <input type="checkbox"/> 5 (forte)
Secteur d'information sur les sols :	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non		
Commune à potentiel radon classée en niveau 3 :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non		
Recul du trait de côte :	<input checked="" type="checkbox"/> Non concerné	<input type="checkbox"/> Concerné		

## DATE D'ÉTABLISSEMENT DE L'ÉTAT

État rédigé à DECIZE, le 01/12/2023

Durée de validité : Six mois, jusqu'au 31/05/2024

*Cachet de l'entreprise*



CENTRE EXPERTISES

119 Avenue de verdun  
58300 DECIZE

Tél : 03 86 50 25 76

SIRET : 481 344 687 00068 – APE : 7120B

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.



## ÉTAT DES RISQUES ET POLLUTIONS

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

Attention ! S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés par cet état. Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en annexe d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° 2018/0174 du 27 Mars 2018 mis à jour le 13/04/2011  
**Adresse de l'immeuble** code postal ou Insee **commune**  
 12-14 Rue Rivault 71400 AUTUN  
**Parcelle(s)** AP / 116-203-218-265-266

### Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels (PPRN)

- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N <sup>1</sup> oui ☐ non ☒  
 prescrit ☐ anticipé ☐ approuvé ☐ date

<sup>1</sup> Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :  
 inondations ☐ autres

- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN <sup>2</sup> oui ☐ non ☒  
<sup>2</sup> Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui ☐ non ☐

- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PPR N <sup>1</sup> oui ☐ non ☒  
 prescrit ☐ anticipé ☐ approuvé ☐ date

<sup>1</sup> Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :  
 inondations ☐ autres

- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN <sup>2</sup> oui ☐ non ☒  
<sup>2</sup> Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui ☐ non ☐

### Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM)

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M <sup>3</sup> oui ☐ non ☒  
 prescrit ☐ anticipé ☐ approuvé ☐ date

<sup>3</sup> Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :  
 mouvement de terrain ☐ autres

- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM <sup>4</sup> oui ☐ non ☒  
<sup>4</sup> Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui ☐ non ☐

### Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPR T prescrit et non encore approuvé <sup>5</sup> oui ☐ non ☒  
<sup>5</sup> Si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :  
 effet toxique ☐ effet thermique ☐ effet de surpression ☐

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR T approuvé oui ☐ non ☒

- > L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement oui ☐ non ☒

- > L'immeuble est situé en zone de prescription <sup>6</sup> oui ☐ non ☒

<sup>6</sup> Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés oui ☐ non ☐

<sup>6</sup> Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location. oui ☐ non ☐


**Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire**

- > L'immeuble se situe dans une commune de sismicité classée en
- |             |                          |        |                                     |         |                          |         |                          |        |                          |
|-------------|--------------------------|--------|-------------------------------------|---------|--------------------------|---------|--------------------------|--------|--------------------------|
| zone 1      | <input type="checkbox"/> | zone 2 | <input checked="" type="checkbox"/> | zone 3  | <input type="checkbox"/> | zone 4  | <input type="checkbox"/> | zone 5 | <input type="checkbox"/> |
| très faible |                          | faible |                                     | modérée |                          | moyenne |                          | forte  |                          |

**Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon**

- > L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3
- oui ☒ non ☐

**Information relative à la pollution de sols**

- > Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS)
- oui ☐ non ☒

**Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T\***

\* catastrophe naturelle minière ou technologique

- > L'information est mentionnée dans l'acte de vente
- oui ☐ non ☐

**Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte**

PREFECTURE DE L'YONNE/GEORISQUES/IRSN

**Recalcul du trait de côte**

Les pouvoirs publics n'ayant pas mis à jour en conséquence ce formulaire d'État des risques et pollutions, nous reportons ici l'information sur le recul du trait de côte.

- > L'immeuble est concerné par le recul du trait de côte :
- oui ☐ non ☒
- Si oui : horizon temporel : 0 ans zonage provisoire : oui ☐ non ☐
- immeuble soumis aux dispositions de l'article L121-22-5 du Code de l'Urbanisme : oui ☐ non ☐
- prescriptions applicables à cette zone :

vendeur / bailleur

date / lieu

acquéreur / locataire

SARL LODGE VISION

Fait le 01/12/2023  
à DECIZE

Information sur les risques naturels, miniers ou technologiques, la sismicité, le potentiel radon, les pollutions de sols, pour en savoir plus... consultez le site internet [www.georisques.gouv.fr](http://www.georisques.gouv.fr)



## ARRETE PREFECTORAL



PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

Mâcon, le 13 AVR. 2011

CABINET

Service Interministériel de Défense et  
de Protection Civiles

Le préfet de Saône-et-Loire,  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du mérite

ARRETE N° 2011-01468 RELATIF A  
L'INFORMATION DES ACQUEREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS  
SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS  
REVISANT L'ARRETE PREFECTORAL N°2006-360 DU 9 FEVRIER 2006

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 ;  
Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.271-4 et L.271-5 ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;  
Vu le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention des risques ;  
Vu le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;  
Vu l'arrêté préfectoral cadre n°2006-360 du 9 février 2006 fixant la liste des communes concernées par l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;  
Sur proposition de madame la secrétaire générale ;

### ARRETE

#### Article 1

L'obligation d'information prévue au I et II de l'article L.125-5 du code de l'environnement s'applique dans chacune des communes figurant à l'annexe du présent arrêté qui vient modifier la liste fixée par l'arrêté préfectoral du 9 février 2006 ;

#### Article 2

Tous les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sont consignés dans un dossier communal d'informations. Ce dossier et les documents de référence sont librement consultables en préfecture, sous-préfectures et mairies concernées.





### Article 3

L'obligation d'information prévue au IV de l'article L.125-5 du code de l'environnement, s'applique pour l'ensemble des arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique sur le territoire de la commune dans lequel se situe le bien. Ceux-ci sont consultables en préfecture, sous-préfectures et mairies concernées.

### Article 4

La liste des communes et les dossiers communaux d'information sont mis à jour à chaque arrêté mentionnant la situation d'une ou plusieurs communes au regard des conditions mentionnées à l'article R.125-25 du code de l'environnement.

### Article 5

L'obligation d'information découlant de la prescription de la révision réglementaire des plans de prévention du **risque inondation** Saône en référence à la crue de 1840 modélisée est intégrée au présent arrêté et complète la liste des communes précédemment arrêtée.

### Article 6

L'obligation d'information découlant de la prescription des plans de prévention du **risque technologique** dans les communes de Mâcon, Chalon-sur-Saône, Sennecey-le-Grand, Gueugnon et Crissey est intégrée au présent arrêté.

### Article 7

L'obligation d'information découlant de la nouvelle délimitation des **zones de sismicité** du territoire français par le décret du 22 octobre 2010 est applicable à compter du 1<sup>er</sup> mai 2011.

### Article 8

Une copie du présent arrêté et de la liste annexée des communes visées à l'article 1 est adressée aux maires des communes concernées et à la chambre départementale des notaires.  
Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.  
Une mention de l'arrêté sera insérée dans les journaux de Saône-et-Loire ;  
Le présent arrêté sera accessible sur le site internet des services de l'Etat « [www.saone-et-loire.gouv.fr](http://www.saone-et-loire.gouv.fr) »

### Article 9

Madame la secrétaire générale de la préfecture, madame et messieurs les sous-préfets d'arrondissement, madame la directrice départementale des territoires, mesdames et messieurs les maires du département sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Le Préfet,



François PHILIZOT



## PREFECTURE DE SAONE-ET-LOIRE

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2011 - 01468 en date du 13 avril 2011  
relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers  
sur les risques naturels et technologiques majeurs  
révisant l'arrêté préfectoral n°2006-360 du 9 février 2006

Liste des communes soumises à risque inondation  
où s'applique l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques  
à tout contrat de vente ou de location

## RISQUE NATUREL – ANNEXE 1A

COMMUNES	N° INSEE	avec PPR approuvé ou prescrit
ABERGEMENT-DE-CUISERY (L')	001	*
ALLEREY-SUR-SAÔNE	003	*
ALLÉRIOT	004	*
ARTAIX	012	*
AUTHUMES	013	*
BAUDRIÈRES	023	*
BAUGY	024	*
BEY	033	*
BLANZY	040	*
BORDES (LES)	043	*
BOURBON-LANCY	047	*
BOURG-LE-COMTE	048	*
BOYER	052	*
BRAGNY-SUR-SAÔNE	054	*
BRANGES	056	*
CHAINTRÉ	074	*
CHALON-SUR-SAÔNE	076	*
CHAMBILLY	077	*
CHAMPFORGEUIL	481	*
CHAPELLE-DE-GUINCHAY (LA)	090	*
CHARRETTE-VARENNE	101	*
CHARNAY-LES-CHALON	104	*
CHARNAY-LES-MÂCON	105	*
CHÂTENOT-EN-BRESSE	117	*
CHÂTENOT-LE-ROYAL	118	*
CHAUFFAILLES	120	*
CIEL	131	*
CLUX	138	*
CRÊCHES-SUR-SAÔNE	150	*
CRISSEY	154	*
CRONAT	155	*
DAMEREY	167	*
DIGOIN	176	*

ECUELLES	186	*
EPERVANS	189	*
FARGES-LES-MÂCON	195	*
FLEURVILLE	591	*
FRAGNES	204	*
FRETTERANS	207	*
FRONTENARD	208	*
GERGY	215	*
GIGNY-SUR-SAÔNE	219	*
GILLY-SUR-LOIRE	220	*
HÔPITAL-LE-MERCIER (L')	233	*
IGUERANDE	238	*
LACKROST	248	*
LAYS-SUR-LE-DOUBS	254	*
LESME	255	*
LONGEPierre	262	*
LOUHANS	263	*
LOYÈRE (LA)	265	*
LUX	269	*
MÂCON	270	*
MARCIGNY	275	*
MARNAY	283	*
MELAY	291	*
MONTBELLET	305	*
MONTCEAU-LES-MINES	306	*
MONT-LES-SEURRE	315	*
MOTTE-SAINT-JEAN (LA)	325	*
NAVILLY	329	*
ORMES	332	*
OUROUX-SUR-SAÔNE	336	*
PALLEAU	341	*
PERRIGNY-SUR-LOIRE	345	*
PIERRE-DE-BRESSE	351	*
PONTOUX	355	*
POURLANS	357	*
PRÉTY	359	*
ROMANÈCHE-THORINS	372	*
SAINT-AGNAN	382	*
SAINT-ALBAIN	383	*
SAINT-AUBIN-SUR-LOIRE	389	*
SAINT-BONNET-EN-BRESSE	396	*
SAINT CYR	402	*
SAINT-EUSÈBE	412	*
SAINT-GERMAIN-DU-PLAIN	420	*
SAINT IGNY DE ROCHE	428	*
SAINT-LOUP-DE-VARENNES	444	*
SAINT-MARCEL	445	*

SAINT-MARTIN-BELLE-ROCHE	448	*
SAINT-MARTIN-DU-LAC	453	*
SAINT-MARTIN-EN-GÂTINOIS	457	*
SAINT-MAURICE-EN-RIVIÈRE	462	*
SAINT-RÉMY	475	*
SAINT-SYMPHORIEN-D'ANCELLES	481	*
SAINT-VALLIER	486	*
SAINT-YAN	491	*
SALLE (LA)	494	*
SANCÉ	497	*
SASSENAY	502	*
SAUNIÈRES	504	*
SÈNNECEY-LE-GRAND	512	*
SENOZAN	513	*
SERMESSE	517	*
SEVREY	520	*
SIMANDRE	522	*
SORNAY	528	*
TOULON-SUR-ARROUX	542	*
TOURNUS	543	*
TRUCHÈRE (LA)	549	*
UCHIZY	550	*
VARENNES-LE-GRAND	555	*
VARENNES-LES-MÂCON	556	*
VARENNES-SAINT-GERMAIN	557	*
VERDUN-SUR-LE-DOUBS	566	*
VERJUX	570	*
VILLARS (LE)	576	*
VILLENEUVE (LA)	578	*
VINCELLES	580	*
VINDECY	581	*
VINZELLES	583	*
VITRY-SUR-LOIRE	589	*



PREFECTURE DE SAONE-ET-LOIRE

Annexe à l'arrêté préfectoral n°2011-1468 en date du 13 avril 2011  
relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers  
sur les risques naturels et technologiques majeurs  
révisant l'arrêté préfectoral n°2006-360 du 9 février 2006

RISQUE TECHNOLOGIQUE – ANNEXE 1B

Liste des communes soumises à risque technologique  
où s'applique l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques  
à tout contrat de vente ou de location

COMMUNES	CODE INSEE	Établissements industriels concernés
CHALON-SUR-SAONE	076	Bioxal et Azelis Peroxydes
CRISSEY	154	Raffinerie du Midi ; Sobotram
GUEUGNON	230	Aperam
MACON	270	Stogaz
SENNECEY- LE-GRAND	512	Bulagaz



## RISQUE SISMIQUE – ANNEXE 1C

Liste des communes soumises à risque sismique  
où s'applique l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques  
à tout contrat de vente ou de location

COMMUNES	CODE INSEE	ZONE DE SISMICITE
ABERGEMENT DE CUISERY (1°)	001	FAIBLE
ABERGEMENT SAINTE COLOMBE (1°)	002	FAIBLE
ALLEREY sur SAONE	003	FAIBLE
ALLERIOT	004	FAIBLE
ALUZE	005	FAIBLE
AMANZE	006	FAIBLE
AMEUGNY	007	FAIBLE
ANGLURE sous DUN	008	FAIBLE
ANTULLY	010	FAIBLE
ANZY le DUC	011	FAIBLE
ARTAIX	012	FAIBLE
AUTHUMES	013	FAIBLE
AUTUN	014	FAIBLE
AUXY	015	FAIBLE
AZE	016	FAIBLE
BALLORE	017	FAIBLE
BANTANGES	018	FAIBLE
BARIZEY	019	FAIBLE
BARON	021	FAIBLE
BAUDEMONT	022	FAIBLE
BAUDRIERES	023	FAIBLE
BAUGY	024	FAIBLE
BEAUBERY	025	FAIBLE
BEAUMONT sur GROSNE	026	FAIBLE
<b>BEAUREPAIRE en BRESSE</b>	<b>027</b>	<b>MODEREE</b>
BEAUVENOIS	028	FAIBLE
BELLEVESVRE	029	FAIBLE
BERGESSERIN	030	FAIBLE
BERZE la VILLE	032	FAIBLE

5



BERZE le CHATEL	031	FAIBLE
BEY	033	FAIBLE
BISSEY sous CRUCHAUD	034	FAIBLE
BISSY la MACONNAISE	035	FAIBLE
BISSY sous UXELLES	036	FAIBLE
BISSY sur FLEY	037	FAIBLE
BIZOTS (les)	038	FAIBLE
BLANOT	039	FAIBLE
BLANZY	040	FAIBLE
BOIS SAINTE MARIE	041	FAIBLE
BONNAY	042	FAIBLE
BORDES (les)	043	FAIBLE
BOSJEAN	044	FAIBLE
BOUHANS	045	FAIBLE
BOULAYE (la)	046	FAIBLE
BOURBON LANCY	047	FAIBLE
BOURG le COMTE	048	FAIBLE
BOURGVILAIN	050	FAIBLE
BOUZERON	051	FAIBLE
BOYER	052	FAIBLE
BAGNY sur SAONE	054	FAIBLE
BRANDON	055	FAIBLE
BRANGES	056	FAIBLE
BRAY	057	FAIBLE
BRESSE sur GROSNE	058	FAIBLE
BREUIL (le)	059	FAIBLE
BRIANT	060	FAIBLE
BRIENNE	061	FAIBLE
BROYE	063	FAIBLE
BRUAILLES	064	FAIBLE
BUFFIERES	065	FAIBLE
BURGY	066	FAIBLE
BURNAND	067	FAIBLE
BURZY	068	FAIBLE
BUSSIERES	069	FAIBLE
BUXY	070	FAIBLE



CERON	071	FAIBLE
CERSOT	072	FAIBLE
CHAGNY	073	FAIBLE
CHARENTRE	074	FAIBLE
CHALMOUX	075	FAIBLE
CHALON sur SAONE	076	FAIBLE
CHAMBILLY	077	FAIBLE
CHAMILLY	078	FAIBLE
CHAMPAGNAT	079	MODEREE
CHAMPAGNY sous UXELLES	080	FAIBLE
CHAMPFORGEUIL	081	FAIBLE
CHAMPLECY	082	FAIBLE
CHANES	084	FAIBLE
CHANGE	085	FAIBLE
CHANGY	086	FAIBLE
CHAPAIZE	087	FAIBLE
CHAPELLE au MANS (la)	088	FAIBLE
CHAPELLE de BRAGNY (la)	089	FAIBLE
CHAPELLE de GUINCHAY (la)	090	FAIBLE
CHAPELLE du MONT de FRANCE (la)	091	FAIBLE
CHAPELLE NAUDE (la)	092	FAIBLE
CHAPELLE SAINT SAUVEUR (la)	093	FAIBLE
CHAPELLE sous BRANCION (la)	094	FAIBLE
CHAPELLE sous DUN (la)	095	FAIBLE
CHAPELLE sous UCHON (la)	096	FAIBLE
CHAPELLE THECLE (la)	097	FAIBLE
CHARBONNAT	098	FAIBLE
CHARBONNIERES	099	FAIBLE
CHARDONNAY	100	FAIBLE
CHARENTE-VARENNES	101	FAIBLE
CHARMEE (la)	102	FAIBLE
CHARMOY	103	FAIBLE
CHARNAY lès CHALON	104	FAIBLE
CHARNAY lès MACON	105	FAIBLE
CHAROLLES	106	FAIBLE
CHARRECEY	107	FAIBLE





CHASSELAS	108	FAIBLE
CHASSEY le CAMP	109	FAIBLE
CHASSIGNY sous DUN	110	FAIBLE
CHASSY	111	FAIBLE
CHATEAU	112	FAIBLE
CHATEAUNEUF	113	FAIBLE
CHATEL MORON	115	FAIBLE
CHATENAY	116	FAIBLE
CHATENOY en BRESSE	117	FAIBLE
CHATENOY le ROYAL	118	FAIBLE
CHAUDENAY	119	FAIBLE
CHAUFFAILLES	120	FAIBLE
CHAUX (LA)	121	FAIBLE
CHEBILLY les MARANGES	122	FAIBLE
CHENAY le CHATEL	123	FAIBLE
CHENOVES	124	FAIBLE
CHERIZET	125	FAIBLE
CHEVAGNY les CHEVRIERES	126	FAIBLE
CHEVAGNY sur GUYE	127	FAIBLE
CHIDES	128	FAIBLE
CHISSEY les MACON	130	FAIBLE
CIEL	131	FAIBLE
CIRY le NOBLE	132	FAIBLE
CLAYETTE (la)	133	FAIBLE
CLERMAIN	134	FAIBLE
CLESSE	135	FAIBLE
CLESSY	136	FAIBLE
CLUNY	137	FAIBLE
CLUX	138	FAIBLE
COLLONGE en CHAROLLAIS	139	FAIBLE
COLLONGE la MADELEINE	140	FAIBLE
COLOMBIER en BRIONNAIS	141	FAIBLE
CONDAL	143	MODEREE
CORMATIN	145	FAIBLE
CORTAMBERT	146	FAIBLE
CORTEVAIX	147	FAIBLE



COUBLANC	148	FAIBLE
COUCHES	149	FAIBLE
CRECHES sur SAONE	150	FAIBLE
CREBOT	151	FAIBLE
CRESSY sur SOMME	152	FAIBLE
CREUSOT (le) EST	153	FAIBLE
CREUSOT (le) OUEST	153	FAIBLE
CRISSEY	154	FAIBLE
CRONAT	155	FAIBLE
CRUZILLE	156	FAIBLE
<b>CUISEAUX</b>	<b>157</b>	<b>MODEREE</b>
CUISERY	158	FAIBLE
CULLES les ROCHES	159	FAIBLE
CURBIGNY	160	FAIBLE
CURDIN	161	FAIBLE
CURGY	162	FAIBLE
CURTIL sous BUFFIERES	163	FAIBLE
CURTIL sous BURNAND	164	FAIBLE
CUZY	166	FAIBLE
DAMEREY	167	FAIBLE
DAMPIERRE en BRESSE	168	FAIBLE
DAVAYE	169	FAIBLE
DEMIGNY	170	FAIBLE
DENNEVY	171	FAIBLE
DETTEY	172	FAIBLE
DEVROUZE	173	FAIBLE
DEZIZE les MARANGES	174	FAIBLE
DICONNE	175	FAIBLE
DIGOIN	176	FAIBLE
<b>DOMMARTIN les CUISEAUX</b>	<b>177</b>	<b>MODEREE</b>
DOMPIERRE les ORMES	178	FAIBLE
DOMPIERRE sous SANVIGNES	179	FAIBLE
DONZY le NATIONAL	180	FAIBLE
DONZY le PERTUIS	181	FAIBLE
DRACY le FORT	182	FAIBLE
DRACY les COUCHES	183	FAIBLE



DRACY SAINT LOUP	184	FAIBLE
DYO	185	FAIBLE
ECUELLES	186	FAIBLE
EPERTULLY	188	FAIBLE
EPERVANS	189	FAIBLE
EPINAC	190	FAIBLE
ESSERTENNE	191	FAIBLE
ETANG sur ARROUX	192	FAIBLE
ETRIGNY	193	FAIBLE
FARGES les CHALON	194	FAIBLE
FARGES les MACON	195	FAIBLE
FAY (la)	196	MODEREE
FLACEY en BRESSE	198	MODEREE
FLAGY	199	FAIBLE
FLEURVILLE	591	FAIBLE
FLEURY la MONTAGNE	200	FAIBLE
FLEY	201	FAIBLE
FONTAINES	202	FAIBLE
FONTENAY	203	FAIBLE
FRAGNES	204	FAIBLE
FRANGY en BRESSE	205	FAIBLE
FRETTE (la)	206	FAIBLE
FRETTERANS	207	FAIBLE
FRONTENARD	208	FAIBLE
FRONTENAUD	209	MODEREE
FUISSE	210	FAIBLE
GENELARD	212	FAIBLE
GENETE (la)	213	FAIBLE
GENOUILLY	214	FAIBLE
GERGY	215	FAIBLE
GERMAGNY	216	FAIBLE
GERMOLLES sur GROSNE	217	FAIBLE
GIBLES	218	FAIBLE
GIGNY sur SAONE	219	FAIBLE
GILLY sur LOIRE	220	FAIBLE
GIVRY	221	FAIBLE

GOURDON	222	FAIBLE
GRANDVAUX	224	FAIBLE
GRANGES	225	FAIBLE
GREVILLY	226	FAIBLE
GRURY	227	FAIBLE
GUERFAND	228	FAIBLE
GUERREAUX (les)	229	FAIBLE
GUEUGNON	230	FAIBLE
GUICHE (la)	231	FAIBLE
HAUTEFOND	232	FAIBLE
HOPITAL le MERCIER (l')	233	FAIBLE
HUILLY sur SEILLE	234	FAIBLE
HURIGNY	235	FAIBLE
IGE	236	FAIBLE
IGUERANDE	238	FAIBLE
ISSY L'EVEQUE	239	FAIBLE
JALOGNY	240	FAIBLE
JAMBLES	241	FAIBLE
JONCY	242	FAIBLE
JOUDES	243	MODEREE
JOUVENCON	244	FAIBLE
JUGY	245	FAIBLE
JUIF	246	FAIBLE
JULLY les BUXY	247	FAIBLE
LACROST	248	FAIBLE
LAIVES	249	FAIBLE
LAIZE	250	FAIBLE
LALHEUE	252	FAIBLE
LANS	253	FAIBLE
LAYS SUR LE DOUBS	254	FAIBLE
LESME	255	FAIBLE
LESSARD en BRESSE	256	FAIBLE
LESSARD le NATIONAL	257	FAIBLE
LEYNES	258	FAIBLE
LIGNY en BRIONNAIS	259	FAIBLE
LOISY	261	FAIBLE



LONGEPIERRE	262	FAIBLE
LOUHANS	263	FAIBLE
LOURNAND	264	FAIBLE
LOYERE (la)	265	FAIBLE
LUGNY	267	FAIBLE
LUGNY les CHAROLLES	268	FAIBLE
LUX	269	FAIBLE
MACON	270	FAIBLE
MAILLY	271	FAIBLE
MALAY	272	FAIBLE
MALTAT	273	FAIBLE
MANCEY	274	FAIBLE
MARCIGNY	275	FAIBLE
MARCILLY la GUEURCE	276	FAIBLE
MARCILLY les BUXY	277	FAIBLE
MARIGNY	278	FAIBLE
MARIZY	279	FAIBLE
MARLY SOUS ISSY	280	FAIBLE
MARLY SUR ARROUX	281	FAIBLE
MARMAGNE	282	FAIBLE
MARNAY	283	FAIBLE
MARTAILLY LES BRANCION	284	FAIBLE
MARTIGNY LE COMTE	285	FAIBLE
MARY	286	FAIBLE
MASSILLY	287	FAIBLE
MASSY	288	FAIBLE
MATOUR	289	FAIBLE
MAZILLE	290	FAIBLE
MELAY	291	FAIBLE
MELLECEY	292	FAIBLE
MENETREUIL	293	FAIBLE
MERCUREY	294	FAIBLE
MERVANS	295	FAIBLE
MESSEY SUR GROSNE	296	FAIBLE
MESVRES	297	FAIBLE
MILLY LAMARTINE	299	FAIBLE



<b>MIROIR (le)</b>	<b>300</b>	<b>MODEREE</b>
MONT	301	FAIBLE
MONT les SEURRE	315	FAIBLE
MONT SAINT VINCENT	320	FAIBLE
MONTAGNY LES BUXY	302	FAIBLE
MONTAGNY PRES LOUHANS	303	FAIBLE
MONTAGNY SUR GROSNE	304	FAIBLE
MONTBELLET	305	FAIBLE
MONTCEAU LES MINES	306	FAIBLE
MONTCEAUX L'ETOILE	307	FAIBLE
MONTCEAUX RAGNY	308	FAIBLE
MONTCENIS	309	FAIBLE
MONTCHANIN	310	FAIBLE
MONTCONY	311	FAIBLE
MONTCOY	312	FAIBLE
MONTJAY	314	FAIBLE
MONTMELARD	316	FAIBLE
MONTMORT	317	FAIBLE
MONTPONT EN BRESSE	318	FAIBLE
MONTRET	319	FAIBLE
MOREY	321	FAIBLE
MORLET	322	FAIBLE
MORNAY	323	FAIBLE
MOROGES	324	FAIBLE
MOTTE SAINT JEAN (la)	325	FAIBLE
MOUTHER en BRESSE	326	FAIBLE
MUSSY sous DUN	327	FAIBLE
NANTON	328	FAIBLE
NAVILLY	329	FAIBLE
NEUVY GRANDCHAMP	330	FAIBLE
NOCHIZE	331	FAIBLE
ORMES	332	FAIBLE
OSLON	333	FAIBLE
UDRY	334	FAIBLE
OURoux sous le BOIS SAINTE MARIE	335	FAIBLE
OURoux sur SAONE	336	FAIBLE

OYE	337	FAIBLE
OZENAY	338	FAIBLE
OZOLLES	339	FAIBLE
PALINGES	340	FAIBLE
PALLEAU	341	FAIBLE
PARAY le MONIAL	342	FAIBLE
PARIS l'HOPITAL	343	FAIBLE
PASSY	344	FAIBLE
PERONNE	345	FAIBLE
PERRECY les FORGES	346	FAIBLE
PERREUIL	347	FAIBLE
PERRIGNY sur LOIRE	348	FAIBLE
PIERRE de BRESSE	351	FAIBLE
PIERRECLOS	350	FAIBLE
PLANOIS (le)	352	FAIBLE
PLOTES	353	FAIBLE
POISSON	354	FAIBLE
PONTOUX	355	FAIBLE
POUILLOUX	356	FAIBLE
POURLANS	357	FAIBLE
PRESSY sous DONDIN	358	FAIBLE
PRETY	359	FAIBLE
PRISSE	360	FAIBLE
PRIZY	361	FAIBLE
PRUZILLY	362	FAIBLE
PULEY (le)	363	FAIBLE
RACINEUSE (la)	364	FAIBLE
RANCY	365	FAIBLE
RATENELLE	366	FAIBLE
RATTE	367	FAIBLE
REMIGNY	369	FAIBLE
RIGNY sur ARROUX	370	FAIBLE
ROCHE VINEUSE (la)	371	FAIBLE
ROMANECHÉ THORINS	372	FAIBLE
ROMENAY	373	FAIBLE
ROSEY	374	FAIBLE



ROUSSET (le)	375	FAIBLE
ROYER	377	FAIBLE
RULLY	378	FAIBLE
<b>SAGY</b>	<b>379</b>	<b>MODEREE</b>
<b>SAILLENARD</b>	<b>380</b>	<b>MODEREE</b>
SAILLY	381	FAIBLE
SAINT AGNAN	382	FAIBLE
SAINT ALBAIN	383	FAIBLE
SAINT AMBREUIL	384	FAIBLE
SAINT AMOUR BELLEVUE	385	FAIBLE
SAINT ANDRE en BRESSE	386	FAIBLE
SAINT ANDRE le DESERT	387	FAIBLE
SAINT AUBIN en CHAROLLAIS	388	FAIBLE
SAINT AUBIN sur LOIRE	389	FAIBLE
SAINT BERAÎN sous SANVIGNES	390	FAIBLE
SAINT BERAÎN sur DHEUNE	391	FAIBLE
SAINT BOIL	392	FAIBLE
SAINT BONNET de CRAY	393	FAIBLE
<b>SAINT BONNET de JOUX</b>	<b>394</b>	<b>FAIBLE</b>
SAINT BONNET de VIEILLE VIGNE	395	FAIBLE
SAINT BONNET en BRESSE	396	FAIBLE
SAINT CHRISTOPHE en BRESSE	398	FAIBLE
SAINT CHRISTOPHE en BRIONNAIS	399	FAIBLE
SAINT CLEMENT sur GUYE	400	FAIBLE
SAINT CYR	402	FAIBLE
SAINT DENIS de VAUX	403	FAIBLE
SAINT DESERT	404	FAIBLE
SAINT DIDIER en BRESSE	405	FAIBLE
SAINT DIDIER en BRIONNAIS	406	FAIBLE
SAINT DIDIER sur ARROUX	407	FAIBLE
SAINT EDMOND	408	FAIBLE
SAINT EMILAND	409	FAIBLE
SAINT ETIENNE en BRESSE	410	FAIBLE
SAINT EUGENE	411	FAIBLE
SAINT EUSEBE	412	FAIBLE
SAINT FIRMIN	413	FAIBLE





SAINT GENGOUX de SCISSE	416	FAIBLE
SAINT GENGOUX le NATIONAL	417	FAIBLE
SAINT GERMAIN du BOIS	419	FAIBLE
SAINT GERMAIN du PLAIN	420	FAIBLE
SAINT GERMAIN en BRIONNAIS	421	FAIBLE
SAINT GERMAIN les BUXY	422	FAIBLE
SAINT GERVAIS en VALLIERE	423	FAIBLE
SAINT GERVAIS sur COUCHES	424	FAIBLE
SAINT GILLES	425	FAIBLE
SAINT HURUGE	427	FAIBLE
SAINT IGNY de ROCHE	428	FAIBLE
SAINT JEAN de TREZY	431	FAIBLE
SAINT JEAN de VAUX	430	FAIBLE
SAINT JULIEN de CIVRY	433	FAIBLE
SAINT JULIEN DE JONZY	434	FAIBLE
SAINT JULIEN sur DHEUNE	435	FAIBLE
SAINT LAURENT d'ANDENAY	436	FAIBLE
SAINT LAURENT en BRIONNAIS	437	FAIBLE
SAINT LEGER du BOIS	438	FAIBLE
SAINT LEGER les PARAY	439	FAIBLE
SAINT LEGER sous la BUSSIERE	441	FAIBLE
SAINT LEGER sur DHEUNE	442	FAIBLE
SAINT LOUP de VARENNES	444	FAIBLE
SAINT LOUP GEANGES	443	FAIBLE
SAINT MARCEL	445	FAIBLE
SAINT MARCELIN de CRAY	446	FAIBLE
SAINT MARD de VAUX	447	FAIBLE
SAINT MARTIN BELLE ROCHE	448	FAIBLE
SAINT MARTIN d'AUXY	449	FAIBLE
SAINT MARTIN de COMMUNE	450	FAIBLE
SAINT MARTIN de LIXY	451	FAIBLE
SAINT MARTIN de SALENCEY	452	FAIBLE
SAINT MARTIN du LAC	453	FAIBLE
SAINT MARTIN du MONT	454	FAIBLE
SAINT MARTIN du TARTRE	455	FAIBLE
SAINT MARTIN en BRESSE	456	FAIBLE



SAINT MARTIN en GATINOIS	457	FAIBLE
SAINT MARTIN la PATROUILLE	458	FAIBLE
SAINT MARTIN sous MONTAIGU	459	FAIBLE
SAINT MAURICE de SATONNAY	460	FAIBLE
SAINT MAURICE des CHAMPS	461	FAIBLE
SAINT MAURICE en RIVIERE	462	FAIBLE
SAINT MAURICE les CHATEAUNEUF	463	FAIBLE
SAINT MAURICE les COUCHES	464	FAIBLE
SAINT MICAUD	465	FAIBLE
SAINT NIZIER sur ARROUX	466	FAIBLE
SAINT PIERRE de VARENNES	468	FAIBLE
SAINT PIERRE le VIEUX	469	FAIBLE
SAINT POINT	470	FAIBLE
SAINT PRIVE	471	FAIBLE
SAINT RACHO	473	FAIBLE
SAINT REMY	475	FAIBLE
SAINT ROMAIN sous GOURDON	477	FAIBLE
SAINT ROMAIN sous VERSIGNY	478	FAIBLE
SAINT SERNIN du BOIS	479	FAIBLE
SAINT SERNIN du PLAIN	480	FAIBLE
SAINT SYMPHORIEN d'ANCELLES	481	FAIBLE
SAINT SYMPHORIEN de MARMAGNE	482	FAIBLE
SAINT SYMPHORIEN des BOIS	483	FAIBLE
SAINT USUGE	484	FAIBLE
SAINT VALLERIN	485	FAIBLE
SAINT VALLIER	486	FAIBLE
SAINT VERAND	487	FAIBLE
SAINT VINCENT BRAGNY	490	FAIBLE
SAINT VINCENT des PRES	488	FAIBLE
SAINT VINCENT en BRESSE	489	FAIBLE
SAINT YAN	491	FAIBLE
SAINT YTHAIRE	492	FAIBLE
SAINT CECILE	397	FAIBLE
SAINT CROIX	401	FAIBLE
SAINT FOY	415	FAIBLE
SAINT HELENE	426	FAIBLE



SAINTE RADEGONDE	474	FAIBLE
SAISY	493	FAIBLE
SALLE (la)	494	FAIBLE
SALORNAY sur GUYE	495	FAIBLE
SAMPIGNY les MARANGES	496	FAIBLE
SANCE	497	FAIBLE
SANTILLY	498	FAIBLE
SANVIGNES les MINES	499	FAIBLE
SARRY	500	FAIBLE
SASSANGY	501	FAIBLE
SASSENAY	502	FAIBLE
SAULES	503	FAIBLE
SAUNIERES	504	FAIBLE
SAVIANGES	505	FAIBLE
SAVIGNY en REVERMONT	506	MODEREE
SAVIGNY sur GROSNE	507	FAIBLE
SAVIGNY sur SEILLE	508	FAIBLE
SEMUR en BRIONNAIS	510	FAIBLE
SENNECEY le GRAND	512	FAIBLE
SENOZAN	513	FAIBLE
SENS sur SEILLE	514	FAIBLE
SERCY	515	FAIBLE
SERLEY	516	FAIBLE
SERMESSE	517	FAIBLE
SERRIERES	518	FAIBLE
SERRIGNY en BRESSE	519	FAIBLE
SEVREY	520	FAIBLE
SIGY le CHATEL	521	FAIBLE
SIMANDRE	522	FAIBLE
SIMARD	523	FAIBLE
SIVIGNON	524	FAIBLE
SOLOGNY	525	FAIBLE
SOLUTRE POUILLY	526	FAIBLE
SORNAY	528	FAIBLE
SUIN	529	FAIBLE
SULLY	530	FAIBLE



TAGNIERE (la)	531	FAIBLE
TAIZE	532	FAIBLE
TANCON	533	FAIBLE
TARTRE (le)	534	FAIBLE
THIL sur ARROUX	537	FAIBLE
THUREY	538	FAIBLE
TINTRY	539	FAIBLE
TORCY	540	FAIBLE
TORPES	541	FAIBLE
TOULON sur ARROUX	542	FAIBLE
TOURNUS	543	FAIBLE
TOUTENANT	544	FAIBLE
TRAMAYES	545	FAIBLE
TRAMBLY	546	FAIBLE
TRIVY	547	FAIBLE
TRONCHY	548	FAIBLE
TRUCHERE (la)	549	FAIBLE
UCHIZY	550	FAIBLE
UCHON	551	FAIBLE
UXEAU	552	FAIBLE
VAREILLES	553	FAIBLE
VARENNE l'ARCONCE	554	FAIBLE
VARENNE SAINT GERMAIN	557	FAIBLE
VARENNES le GRAND	555	FAIBLE
VARENNES les MACON	556	FAIBLE
VARENNES SAINT SAUVEUR	558	FAIBLE
VARENNES sous DUN	559	FAIBLE
VAUBAN	561	FAIBLE
VAUDEBARRIER	562	FAIBLE
VAUX en PRE	563	FAIBLE
VENDENESSE les CHAROLLES	564	FAIBLE
VENDENESSE sur ARROUX	565	FAIBLE
VERDUN sur le DOUBS	566	FAIBLE
VERGISSON	567	FAIBLE
VERISSEY	568	FAIBLE
VERJUX	570	FAIBLE

VEROSVRES	571	FAIBLE
VERS	572	FAIBLE
VERSAUGUES	573	FAIBLE
VERZE	574	FAIBLE
VILLARS (le)	576	FAIBLE
VILLEGAUDIN	577	FAIBLE
VILLENEUVE (la)	578	FAIBLE
VILLENEUVE en MONTAGNE	579	FAIBLE
VINCELLES	580	FAIBLE
VINDECY	581	FAIBLE
VINEUSE (la)	582	FAIBLE
VINZELLES	583	FAIBLE
VIRE	584	FAIBLE
VIREY le GRAND	585	FAIBLE
VIRY	586	FAIBLE
VITRY en CHAROLLAIS	588	FAIBLE
VITRY les CLUNY	587	FAIBLE
VITRY sur LOIRE	589	FAIBLE
VOLESVRES	590	FAIBLE

Établie le 13 avril 2011

Le préfet de Saône-et-Loire



François PHILIZOT



PREFECTURE DE SAONE-ET-LOIRE

Annexe à l'arrêté préfectoral n°2011-1468 en date du 13 avril 2011  
relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers  
sur les risques naturels et technologiques majeurs  
révisant l'arrêté préfectoral n°2006-360 du 9 février 2006

RISQUE TECHNOLOGIQUE – ANNEXE 1B

Liste des communes soumises à risque technologique  
où s'applique l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques  
à tout contrat de vente ou de location

COMMUNES	CODE INSEE	Établissements industriels concernés
CHALON-SUR-SAONE	076	Bioxal et Azelis Peroxydes
CRISSEY	154	Raffinerie du Midi ; Sobotram
GUEUGNON	230	Aperam
MACON	270	Stogaz
SENNECEY-LE-GRAND	512	Butagaz



## FICHE DE SYNTHESE COMMUNALE

### CABINET

Service Interministériel  
de Défense et de Protection Civile

N° 2011-01527

Arrêté relatif à l'état des risques naturels  
et technologiques majeurs de biens immobiliers  
situés sur la commune de **ABERGEMENT DE CUISERY**  
modifiant l'arrêté n° 06-364  
du 9 février 2006

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le code général des collectivités territoriales ;  
VU le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R 125-27 ;  
VU le décret n° 2010 - 1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2011-01468 du 13 avril 2011, relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs révisant l'arrêté préfectoral n° 06-360 du 9 février 2006 ;  
VU l'arrêté n° 06 -364 relatif à l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers situés sur la commune de **ABERGEMENT DE CUISERY** ;  
SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la Préfecture de Saône-et-Loire,

### ARRÊTE

#### Article 1<sup>er</sup> :

Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de **ABERGEMENT DE CUISERY** sont consignés dans le dossier d'information annexé au présent arrêté.

#### Ce dossier comprend :

- une fiche d'information renseignant sur la nature des risques naturels et technologiques majeurs à prendre en compte pour compléter l'état des risques et l'intitulé des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer ;
- une notice explicative concernant la double obligation d'information ;

Ce dossier et les documents de référence sont librement consultables en mairie, préfecture et sous-préfecture.

#### Article 2 :

La liste des arrêtés de catastrophe naturelles prise sur la commune est consultable sur le site internet "[www.wim.net](http://www.wim.net)" : rubrique ma commune - arrêtés de reconnaissance de catastrophes naturelles.

#### Article 3 :

Ces informations sont mises à jour au regard des conditions mentionnées à l'article L 125-5 du code de l'environnement.

#### Article 4 :

Le présent arrêté et le dossier d'information sont adressés à la Chambre départementale des notaires. Le présent arrêté est affiché en mairie et publié au Recueil des Actes Administratifs de l'État dans le département.

#### Article 5 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture, Madame et Messieurs les Sous-Préfets d'arrondissements, Madame la Directrice Départementale des Territoires et le maire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Mâcon, le 13 avril 2011.

LE PRÉFET,



François PHILIZOT

### Liste des communes de Saône-et-Loire classées en potentiel radon de catégorie 3

Aluze, Amanzé, Anglure-sous-Dun, Anost, Antully, Autun, Auxy, Azé,

Barizay, Barnay, Baron, Baudemont, Beaubery, Bergesserin, Berzé-la-Ville, Berzé-le-Châtel, Bissey-sous-Cruchaud, Bissy-la-Mâconnaise, Blanot, Blanzay, Bois-Sainte-Marie, Bourdon-Lancy, Bourgvillain, Brandon, Bray, Briant, Brion, Braye, Buffières, Burgy, Burnand, Bussières, Buxy,

Chaintré, Chalmoux, Champcecy, Chânes, Charbonnat, Charmoy, Charrecey, Chassigny-sous-Dun, Chassy, Château, Châteauneuf, Châtel-Moron, Châtenay, Chauffailles, Cherizet, Chevagny-les-Chevrières, Chevagny-sur-Guye, Chiddes, Chissey-en-Morvan, Chissey-lès-Macon, Ciry-le-Noble, Clermain, Clessy, Cluny, Collonge-en-Charollais, Collonge-la-Madeleine, Colombier-en-Brionnais, Cordesse, Cortambert, Coublanc, Couches, Cressy-sur-Somme, Cruzille, Culles-les-Roches, Curbigny, Curdin, Cury, Curtil-sous-Buffières, Cussy-en-Morvan, Cuzy,

Dennevay, Dettay, Dezize-lès-Maranges, Digoin, Dompiere-les-Ormes, Dompiere-sous-Sanvignes, Donzy-le-National, Donzy-le-Pertuis, Dracy-les-Couches, Dracy-Saint-Loup, Dyo,

Ecuisses, Epinac, Essertienne, Etang-sur-Arroux, Etrigny,

Fuissé,

Genouilly, Germolles-sur-Grosne, Gibles, Gilly-sur-Loire, Gourdon, Grury, Gueugnon,

Igé, Igornay, Issy-l'Évêque,

Jalogny, Jambles, Joncy,

La Boulaye, La Celle-en-Morvan, La Chapelle-au-Mans, La Chapelle-de-Guinçay, La Chapelle-du-Mont-de-France, La Chapelle-sous-Brandon, La Chapelle-sous-Dun, La Chapelle-sous-Uchon, La Clayette, La Comelle, La Grande-Verrière, La Guiche, La Motte-Saint-Jean, La Petite-Verrière, La Roche-Vineuse, La Tagnière, La Vineuse, Laizy, Le Breuil, Le Creusot, Le Puley, Le Rousset-Marizy, Les Bizots, Les Guerreaux, Leynes, Lucenay-l'Évêque, Lugny, Maltat, Marcilly-la-Gueucourt, Marcilly-lès-Buxy, Marigny, Marly-sous-Issy, Marly-sur-Arroux, Marmagne, Martailly-lès-Brancion, Martigny-le-Comte, Mary, Matour, Mazille, Mercurey, Mesvres, Milly-Lamartine, Mont, Montagny-sur-Grosne, Montceau-les-Mines, Montcenis, Montchanin, Monthelon, Montmelard, Montmort, Mont-Saint-Vincent, Morey, Morlet, Mornay, Mussay-sous-Dun,

Nanton, Neuvy-Grandchamp,

Oudry, Oyé, Ozolles,

Paris-l'Hôpital, Péronne, Perrecy-les-Forges, Perreuil, Perrigny-sur-Loire, Pierreclos, Pouilloux, Pressy-sous-Dondin, Prissé, Pruzilly,

Reclesne, Rigny-sur-Arroux, Romanèche-Thorins, Rosey, Rousillon-en-Morvan,

Sailly, Saint-Agnan, Saint-Amour-Bellevue, Saint-André-le-Désert, Saint-Aubin-sur-Loire, Saint-Berain-sous-Sanvignes, Saint-Berain-sur-Dheune, Saint-Bonnet-de-Joux, Saint-Christophe-en-Brionnais, Saint-Didier-en-Brionnais, Saint-Didier-sur-Arroux, Sainte-Cécile, Saint-Émiland, Sainte-Radegonde, Saint-Eugène, Saint-Eusèbe, Saint-Firmin, Saint-Forgeot, Saint-Gengoux-de-Scisse, Saint-Gengoux-le-National, Saint-Germain-en-Brionnais, Saint-Gervais-sur-Couches, Saint-Huruge, Saint-Igné-de-Roche, Saint-Jean-de-Trézy, Saint-Jean-de-Vaux, Saint-Julien-de-Civry, Saint-Julien-sur-Dheune, Saint-Laurent-d'Andenay, Saint-Laurent-en-Brionnais, Saint-Léger-du-Bois, Saint-Léger-sous-Beuvray, Saint-Léger-sous-la-Bussière, Saint-Léger-sur-Dheune, Saint-Marcelin-de-Cray, Saint-Mard-de-Vaux, Saint-Martin-d'Auxy, Saint-Martin-de-Commune, Saint-Martin-de-Lixy, Saint-Martin-de-Salencey, Saint-Martin-la-Patrouille, Saint-Maurice-des-Champs, Saint-Maurice-lès-Châteauneuf, Saint-Maurice-lès-Couches, Saint-Micaud, Saint-Nizier-sur-Arroux, Saint-Pierre-de-Varennes, Saint-Pierre-le-Vieux, Saint-Point, Saint-Privé, Saint-Prix, Saint-Racho, Saint-Romain-sous-Gourdon, Saint-Romain-sous-Versigny, Saint-Sernin-du-Bois, Saint-Sernin-du-Plain, Saint-Symphorien-de-Marmagne, Saint-Symphorien-des-Bois, Saint-Vallier, Saint-Vérand, Saint-Ythaire, Saisy, Sampigny-lès-Maranges, Sanvignes-les-Mines, Serrières, Sigale-Châtel, Sivignon, Sologny, Solutré-Pouilly, Sommant, Suin, Sully,

Tancon, Tavernay, Thil-sur-Arroux, Tintry, Torcy, Toulon-sur-Arroux, Tramayes, Trambly, Thivy, Uchon,

Uxeau,

Vareilles, Varenne-l'Arconce, Varennes-sous-Dun, Vendennes-lès-Charolles, Vendennes-sur-Arroux, Vergisson, Verosvres, Verzé, Villeneuve-en-Montagne.



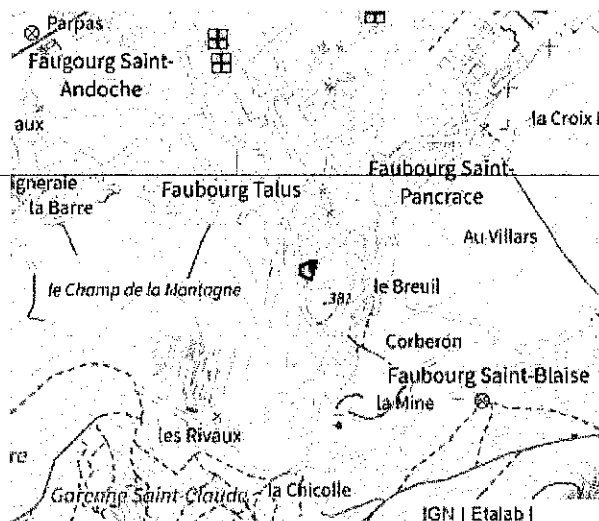


## SISMICITÉ : 2/5



- 1 - très faible
- 2 - faible
- 3 - modéré
- 4 - moyen
- 5 - fort

Un tremblement de terre ou séisme, est un ensemble de secousses et de déformations brusques de l'écorce terrestre (surface de la Terre). Le zonage sismique détermine l'importance de l'exposition au risque sismique.

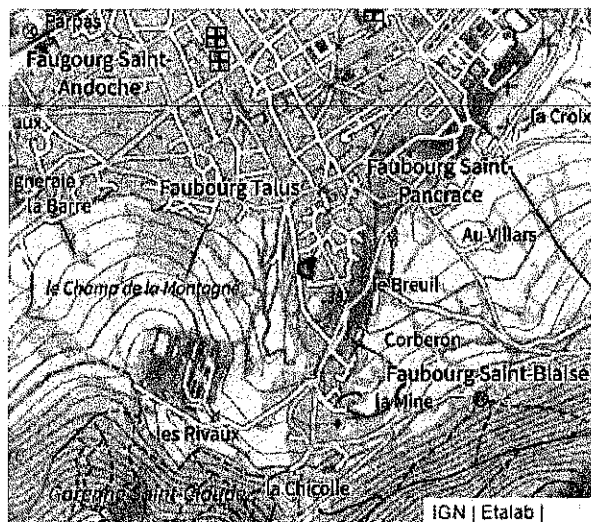


## RADON : 3/3



- 1 : potentiel radon faible
- 2 : potentiel radon moyen
- 3 : potentiel radon significatif

Le radon est un gaz radioactif naturel inodore, incolore et inerte. Ce gaz est présent partout dans les sols et il s'accumule dans les espaces clos, notamment dans les bâtiments.





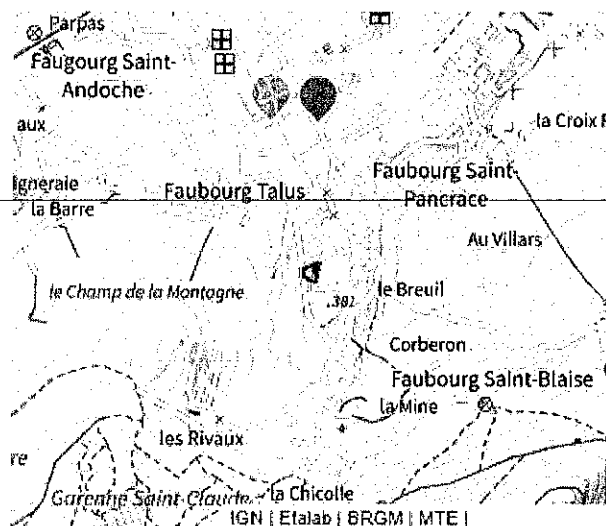
## POLLUTION DES SOLS (500 m)

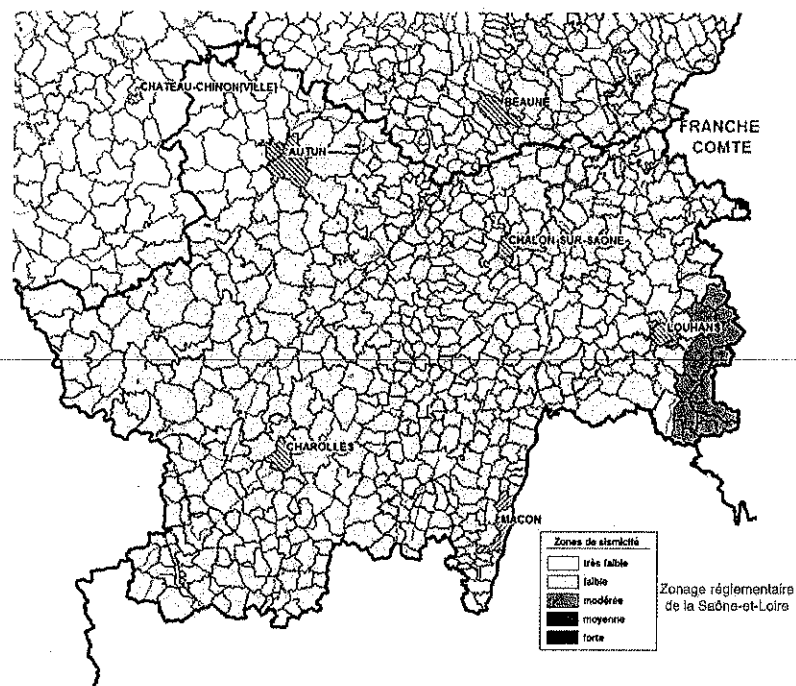


Les pollutions des sols peuvent présenter un risque sanitaire lors des changements d'usage des sols (travaux, aménagements changement d'affectation des terrains) si elles ne sont pas prises en compte dans le cadre du projet.

Dans un rayon de 500 m autour de votre parcelle, sont identifiés :

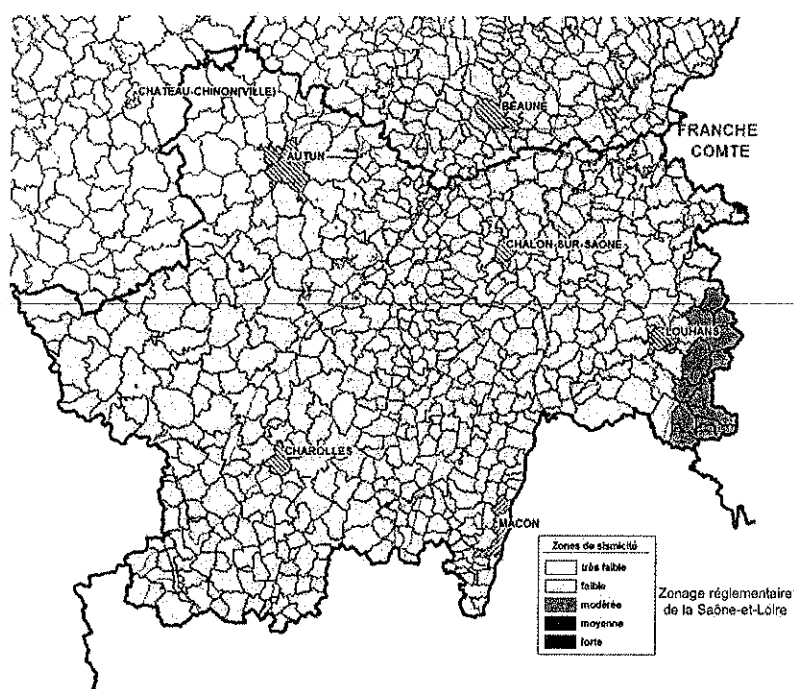
- 3 site(s) potentiellement pollué(s), référencé(s) dans l'inventaire des sites ayant accueilli par le passé une activité qui a pu générer une pollution des sols (CASIAS).







## ARRETES DE CATASTROPHE NATURELLE, MINIERE OU TECHNOLOGIQUE

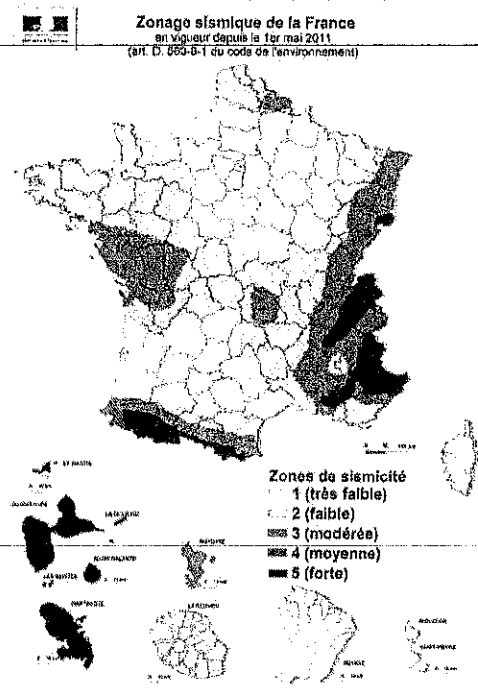




## Information acquéreur – locataire (IAL – article L.125-5 du CE)

### Le zonage sismique sur ma commune

#### Le zonage sismique de la France:



Les données de sismicité instrumentale et historique et des calculs de probabilité permettent d'aboutir à l'élaboration d'un zonage sismique. Cette analyse probabiliste représente la possibilité pour un lieu donné, d'être exposé à des secousses telluriques. Elle prend en compte la répartition spatiale non uniforme de la sismicité sur le territoire français et a permis d'établir la cartographie ci-contre qui découpe le territoire français en 5 zones de sismicité: très faible, faible, modérée, moyenne, forte. Les constructeurs s'appuient sur ce zonage sismique pour appliquer des dispositions de constructions adaptées au degré d'exposition au risque sismique.

La réglementation distingue quatre catégories d'importance (selon leur utilisation et leur rôle dans la gestion de crise):

- I – bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée
- II – bâtiments de faible hauteur, habitations individuelles
- III – établissements recevant du public, établissements scolaires, logements sociaux
- IV – bâtiments indispensables à la sécurité civile et à la gestion de crise (hôpitaux, casernes de pompiers, préfectures ...)

Pour les bâtiments neufs		1	2	3	4
I		Aucune exigence			
II		Aucune exigence	Règles CPMI-EC8 Zones 3/4	Règles CPMI-EC8 Zone 5	
		Aucune exigence	Eurocode 8		
III		Aucune exigence	Eurocode 8		
IV		Aucune exigence	Eurocode 8		

Si vous habitez, construisez votre maison ou effectuez des travaux :

- en zone 1, aucune règle parasismique n'est imposée ;
- en zone 2, aucune règle parasismique n'est imposée sur les maisons individuelles et les petits bâtiments. Les règles de l'Eurocode 8 sont imposées pour les logements sociaux et les immeubles de grande taille ;
- en zone 3 et 4, des règles simplifiées appelées CPMI – EC8 zone 3/4 peuvent s'appliquer pour les maisons individuelles;
- en zone 5, des règles simplifiées appelées CPMI-EC8 zone 5 peuvent s'appliquer pour les maisons individuelles.

Pour connaître, votre zone de sismicité: <https://www.georisques.gouv.fr/> - rubrique « Connaître les risques près de chez moi »

Le moyen le plus sûr pour résister aux effets des séismes est la construction parasismique : concevoir et construire selon les normes parasismique en vigueur, tenir compte des caractéristiques géologiques et mécaniques du sol.

Pour en savoir plus:

Qu'est-ce qu'un séisme, comment mesure-t-on un séisme ? —> <https://www.georisques.gouv.fr/minformer-sur-un-risque/seisme>

Que faire en cas de séisme ? —> <https://www.georisques.gouv.fr/me-preparer-me-protger/que-faire-en-cas-de-seisme>



Cette liste est utile notamment pour renseigner la question de l'état des risques relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe naturelle.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (CAT-NAT) : 9

Source : CCR

Inondations et/ou Coulées de Boue : 6

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE0000591A	11/06/2000	11/06/2000	25/10/2000	15/11/2000
INTE1319721A	02/05/2013	04/05/2013	29/07/2013	02/08/2013
INTE2119792A	09/06/2021	09/06/2021	30/06/2021	02/07/2021
NOR19821118	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982
NOR19830111	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
NOR19840921	11/07/1984	11/07/1984	21/09/1984	18/10/1984

Sécheresse : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE1920338A	01/10/2018	31/12/2018	16/07/2019	09/08/2019

Tempête : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
NOR19821118	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982

Poids de la Neige : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
NOR19830124	26/11/1982	28/11/1982	24/01/1983	29/01/1983



## **NOTICE D'INFORMATION AU VENDEUR OU AU BAILLEUR**

Dans l'état des risques et pollutions, il revient au propriétaire, sous sa responsabilité, de faire une déclaration sur les sinistres indemnisés (date, nature exacte, dommages causés) du bien objet de la vente.

Cette déclaration est une information à remettre au futur acquéreur ou locataire du bien. Même en l'absence de sinistre, une déclaration doit aussi être produite.



---

### **Déclaration relative aux sinistres indemnisés au titre des catastrophes naturelles, minières ou technologiques**

Je soussigné, SARL LODGE VISION, Vendeur, déclare sur l'honneur que le bien vendu ou loué, désigné ci-dessous :

12-14 Rue Rivault

71400 AUTUN

- ☐ N'a pas fait l'objet d'une déclaration de sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, minière ou technologique.
- ☐ A fait l'objet d'une (ou plusieurs) déclaration(s) de sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, minière ou technologique.

Pour savoir si un sinistre résultait ou non d'un événement considéré comme catastrophe naturelle, minière ou technologique, se référer au tableau ci-dessus qui liste les catastrophes qui ont touché la commune de AUTUN depuis 1982.

Attestation établie à : ..... le : .....

Signature du vendeur ou du bailleur :







#### CENTRE EXPERTISES

119 Avenue de verdun  
58300 DECIZE  
Tél : 03 86 50 25 76 – Fax : 03 86 50 20 07  
contact@agendacentre.fr

SARL LODGE VISION

Dossier N° 2023-11-141 #SH

## Attestation de surface habitable

### Désignation de l'immeuble

Adresse : 12-14 Rue Rivault  
71400 AUTUN  
Référence cadastrale : AP / 116-203-218-265-266  
Lot(s) de copropriété : Sans objet N° étage : Sans objet  
Nature de l'immeuble : Immeuble collectif  
Étendue de la prestation : Parties Privatives  
Destination des locaux : Habitation  
Date permis de construire : Avant 1948



### Désignation du propriétaire

Propriétaire : SARL LODGE VISION – Hôtel Les Ursulines 71400 AUTUN  
Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :  
Qualité du donneur d'ordre :  
Identification :

### Identification de l'opérateur

Opérateur de mesurage : Vaea Malfatti  
Cabinet de diagnostics : CENTRE EXPERTISES  
119 Avenue de verdun – 58300 DECIZE  
N° SIRET : 481 344 687 00068  
Compagnie d'assurance : AXA N° de police : 10755853504 Validité : 01/01/2023 AU 31/12/2023

### Réalisation de la mission

N° de dossier : 2023-11-141 #SH  
Ordre de mission du : 24/11/2023  
Document(s) fourni(s) : Aucun  
Commentaires : Néant

### Cadre réglementaire

- Article R156-1 du Code de la Construction et de l'Habitation : Règles dimensionnelles
- Arrêté du 10 janvier 2017 relatif à l'information des consommateurs par les professionnels intervenant dans une transaction immobilière
- Articles 2 et 3 de la Loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs



[www.agendadiagnostics.fr](http://www.agendadiagnostics.fr)

Chaque cabinet est juridiquement et financièrement indépendant.  
EURL au capital de 20.000 € - SIRET : 481 344 687 00068 - APE : 7120B





Nota : Sauf indication contraire, l'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

## Limites du domaine d'application du mesurage

Les surfaces mentionnées ont fait l'objet d'un lever régulier et la superficie habitable est conforme à la définition de l'article R111-2 du Code de la Construction et de l'Habitation. Les mesures ont été réalisées à l'aide d'un mètre ruban et d'un télémètre laser, sur la base du bien tel qu'il se présentait matériellement au jour de la visite, et sont délivrées sous réserve du respect des affectations de surfaces conformément au permis de construire.

## Synthèse du mesurage

**Surface habitable : 38,69 m<sup>2</sup>**

(trente huit mètres carrés soixante neuf décimètres carrés)

Surface des annexes : 4,46 m<sup>2</sup> – Surface non prise en compte : 13,63 m<sup>2</sup>

## Constatations diverses

Néant

## Résultats détaillés du mesurage

LOCAUX	Commentaires	Surfaces habitables	Surfaces des annexes	Surfaces NPC <sup>(1)</sup>
Appartement				
RDC				
Cuisine		16,23 m²		
Cuisine	Marches et cage d'escalier			2,24 m²
Sous-totaux		16,23 m²		2,24 m²
1er étage				
Chambre		12,53 m²		
Chambre	Marches et cage d'escalier			1,55 m²
Balcon	Balcon		4,46 m²	
Palier 1er		0,70 m²		
Palier 1er	Marches et cage d'escalier			5,00 m²
Sous-totaux		13,23 m²	4,46 m²	6,55 m²
2ème étage				
Palier 2ème		3,15 m²		
Palier 2ème	Hauteur < 1,80 m			0,68 m²
Placard 1	Hauteur < 1,80 m			1,75 m²
WC		1,62 m²		
Salle d'eau		4,46 m²		
Placard 2	Hauteur < 1,80 m			2,41 m²
Sous-totaux		9,23 m²		4,84 m²
Sous-totaux		38,69 m²	4,46 m²	13,63 m²
SURFACES TOTALES		38,69 m²	4,46 m²	13,63 m²

(1) Non prises en compte



## Dates de visite et d'établissement de l'attestation

Visite effectuée le 24/11/2023

État rédigé à DECIZE, le 01/12/2023

*Signature de l'opérateur de mesurage*

Malfatti  
Dana

*Cachet de l'entreprise*



CENTRE EXPERTISES

119 Avenue de verdun  
58300 DECIZE

Tél : 03 86 50 25 76

SIRET : 481 344 687 00068 -- APE : 7120B

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

## Annexes

### Plans et croquis

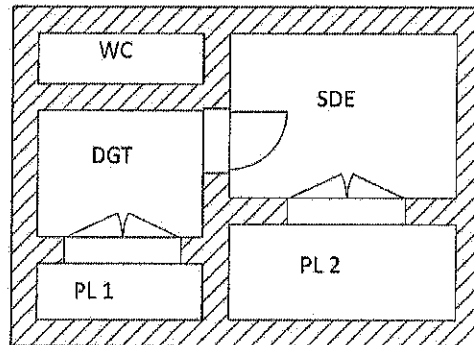
- Planche 1/1 : Appartement



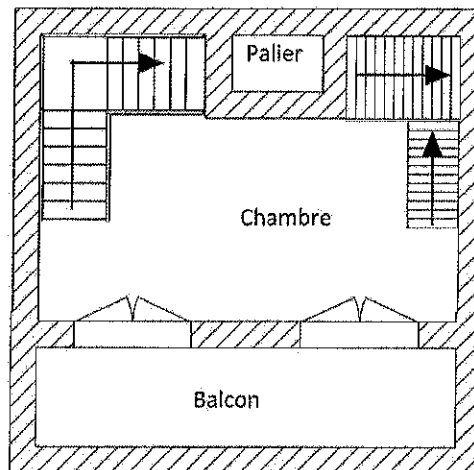
<b>PLANCHE DE REPERAGE USUEL</b>			<i>Adresse de l'immeuble:</i> 12-14 Rue Rivault 71400 AUTUN	
<i>N° dossier:</i>	2023-11-141			
<i>N° planche:</i>	1/1	<i>Version:</i>	1	<i>Type:</i> Croquis
<i>Origine du plan:</i>	Cabinet de diagnostic		<i>Bâtiment -- Niveau:</i>	Appartement

Document sans échelle remis à titre indicatif

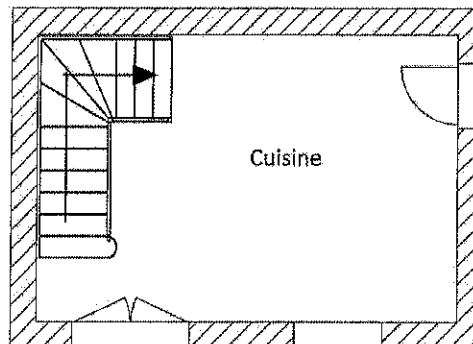
2ème étage



1er étage



RDC





## Attestation d'assurance

RESPONSABILITE CIVILE ENTREPRISE



ATTESTATION

AXA France IARD, atteste que :  
EURL CENTRE EXPERTISES  
Monsieur Loïc PEYRICHOUT  
219 Avenue de Verdun  
58300 DECIZE

Bénéficiaire du contrat n° 10755853804 souscrit par AGENDA France garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités garanties par ce contrat.

Ce contrat a pour objet de :

- Satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006-1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes subséquents ;
- Garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de ses diagnostiqueurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés :

Repérage listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, repérage liste C, repérage avant travaux immeubles bâtis, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus généralement dans tout type d'ouvrage ou d'équipement de génie civil. (Amiante AVEC mention)  
Diagnostic gestion des déchets (PMD)  
Constat de risque d'exposition au plomb (CREP), parties privatives et parties communes  
Repérage de plomb avant travaux  
Etat de l'installation intérieure d'électricité, parties privatives et parties communes  
Etat de l'installation intérieure de gaz  
Diagnostic de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments  
Diagnostic de performance énergétique (DPE) avant et après travaux  
Réalisation des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées  
Conseil et étude en rénovation énergétique sans mise en oeuvre des préconisations  
Mesurage loi Carrez  
Mesurage surface habitable - Relevé de surfaces  
Plans et croquis à l'exclusion de toute activité de conception  
Relève de cotas pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation  
Fiche de renseignement Immeuble PERVAL / Bien  
Etat des lieux locatif  
Constat logement décent  
Prêt conventionné - Prêt à taux zéro - Normes d'habitabilité  
Détermination de la concentration en plomb dans l'eau des canalisations  
Installation de détecteurs de fumée  
Diagnostic télétravail  
Diagnostic de performance numérique  
Attestation d'exposition des formations argileuses au phénomène de mouvement de terrain différentiel  
Etat des nuisances sonores aériennes (ENSA)  
Etat des risques et pollutions (ERP)  
Constat sécurité piscine  
Millièmes de copropriété, tantièmes de charges  
Diagnostic Technique Global (DTG)  
Assainissement autonome  
Assainissement collectif  
Relevés topographiques (en dehors de l'activité réglementée du géomètre expert)

**Garantie RC Professionnelle : 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance et par Cabinet.**

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La validité cesse pour les risques situés à l'Etranger dès lors que l'assurance de ces derniers doit être souscrite conformément à la Législation Locale auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

La présente attestation est valable pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 1<sup>er</sup> janvier 2024, sous réserve du paiement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Etablie à PARIS LA DEFENSE, le 26 décembre 2022, pour la Société AXA

Willa Tereza Vison France  
N° de souscription : 10000000000000000000  
N° de police : 10000000000000000000  
N° de contrat : 10000000000000000000  
N° de sinistre : 10000000000000000000

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 050 Euros

Siège social : 315, Terrasses de l'Arche - 92767 Nanterre Cedex 722 057 480 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA Intracommunitaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C.681 - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/1